UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DU CONCEPT DE LA « PAIX » DANS LES CVR AU MOYEN DE
L'APPROCHE DU GENDER LENS : L'EXEMPLE DE LA SIERRA LEONE

TRAVAIL DIRIGÉ BIDISCIPLINAIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN DROIT (DROIT INTERNATIONAL ET POLITIQUE
INTERNATIONALE)

PAR
CAMILLE-ROSE LEBŒUF-BOUCHARD

AVRIL 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail dirigé. Je voudrais dans un premier temps remercier mon directeur, Olivier Barsalou, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion. Merci de m'avoir guidée dans mon travail et de m'avoir aidée à trouver des solutions pour continuer à progresser.

Je remercie également ma mère, Élisabeth Leboeuf, pour son soutien inconditionnel, ses conseils ainsi que sa précieuse aide à la relecture de mon travail. Surtout, merci d'avoir cru en moi.

Enfin, je tiens à témoigner toute ma gratitude à mon conjoint, Cedric Robinson, pour son amour et ses encouragements, qui ont été d'une grande aide tout au long de mes études.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	iv
RÉSUMÉ.....	v
ABSTRACT	vi
INTRODUCTION.....	1
PROBLÉMATIQUE	3
QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE.....	8
CHAPITRE 1 CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE	10
1.1 Le féminisme libéral, le féminisme du positionnement et le féminisme post-moderne.....	10
1.2 Approche du gender lens.....	13
1.2.1 Le genre comme cadre d'analyse.....	13
1.2.2 Définition du gender lens et utilité dans la recherche sur la paix	14
1.3 Application du gender lens : la paix dans une perspective féministe.....	19
1.3.1 La paix négative et le continuum de la violence	20
1.3.2 La paix positive : violence structurelle et agentivité.....	22
1.3.2.1 Vision à long terme de la paix : reconnaissance de la violence structurelle.....	22
1.3.2.2 L'envers de la paix : la méthode « bottom-up »	25
1.4 Méthodologie	27
CHAPITRE 2 : LA CVR SIERRA LEONAISE : VERS UNE PAIX GENRÉE ?.....	30
2.1 Aperçu du conflit et accord de paix.....	30
2.2. Mandat et composition.....	33
2.3. Exécution du mandat : période de témoignage	38
2.4. Conclusion du rapport final : recommandations et réparations.....	43
2.4.1. Consignation des réalités vécues pendant le conflit.....	44
2.4.2. Recommandations du rapport final.....	46
2.5. Application des recommandations et répercussions sur la situation des femmes dans la société postconflit.....	49
CONCLUSION	55
BIBLIOGRAPHIE	58

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CVR	Commission de vérité et réconciliation
JT	Justice transitionnelle
RI	Relations internationales
DI	Droit international
FPS	Programme pour les femmes, la paix et la sécurité
ONU	Organisation des Nations Unies
CVRSL	Commission de vérité et réconciliation de la Sierra Leone
RUF	<i>Revolutionary United Front</i>
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
NaCSA	<i>National Commission for Social Action</i>
PBF	<i>United Nations Peace Building Fund</i>
USDS	<i>United States Department of State</i>
SLDHS	<i>Sierra Leone Demographic and Health Survey</i>

RÉSUMÉ

Résumé : Dans les dernières décennies, la justice transitionnelle et ses mécanismes se sont démarqués comme étant des processus opportuns dans lesquels l'intégration d'une lecture genrée de la paix pourrait améliorer la condition des femmes dans les sociétés post-conflit. Plus particulièrement, de nombreuses autrices féministes en matière de doctrine et spécialistes de la justice transitionnelle ont fait valoir l'importance des CVR comme structures permettant de tenir compte du genre dans le cadre des processus de reconstruction de la paix. Pour cette raison, certaines CVR créées récemment, dont la plus reconnue en Sierra Leone, ont tenté d'intégrer une approche de gender lens à leurs structures. Toutefois, alors que l'utilisation d'une approche de gender lens dans les travaux des CVR est certainement importante et continue d'être nécessaire, l'application restreinte de cette approche fait en sorte que les CVR n'ont jusqu'à présent pas réussi à répondre aux besoins des femmes en matière de paix dans les sociétés post-conflit. En utilisant l'exemple de la CVR en Sierra Leone, ce travail avance que les CVR reproduisent des compréhensions masculines de la guerre et de la paix telles qu'elles sont envisagées dans la politique internationale et, par conséquent, dans les mécanismes de justice transitionnelle créés par la communauté internationale. Ainsi, cette vision masculine de la paix empêche les CVR, malgré l'intégration d'une approche de gender lens, de répondre aux besoins particuliers des femmes dans les processus de reconstruction de la paix.

Mots clés : Commission de vérité et de réconciliation, justice transitionnelle, droit international, gender lense, approche féministe, Sierra Leone

ABSTRACT

Abstract : In recent decades, transitional justice mechanisms have emerged as timely processes in which the integration of a gendered reading of peace could improve the status of women in post-conflict societies. In particular, many feminist writers and transitional justice scholars have argued for the importance of TRCs as structures for addressing gender in peacebuilding processes. For this reason, some recently established TRCs, including the most prominent one in Sierra Leone, have attempted to incorporate a gender lens into their structures. However, while the use of a gender lens in the work of TRCs is certainly important and continues to be necessary, the limited application of this approach has meant that TRCs have so far failed to address the peace-related needs of women in post-conflict societies. Using the example of the TRC in Sierra Leone, this work argues that TRCs reproduce masculine understandings of war and peace as they are envisioned in international politics and, consequently, in the transitional justice mechanisms created by the international community. Thus, this masculine vision of peace prevents TRCs, despite the integration of a gender lens, from addressing the particular needs of women in peacebuilding processes.

Keywords: Truth and Reconciliation Commissions, Transitional Justice, International Law, Gender Lense, Feminist approach, Sierra Leone

INTRODUCTION

« La plupart des conflits actuels se déroulent au sein des États. Leurs causes profondes comprennent souvent la pauvreté, la lutte pour des ressources limitées et les violations des droits de l'homme. Ils ont une autre caractéristique tragique en commun : les femmes et les filles en subissent les conséquences de manière disproportionnée. Si les femmes et les filles vivent les mêmes traumatismes que le reste de la population – bombardements, famines, épidémies, exécutions de masse, torture, emprisonnement arbitraire, migration forcée, nettoyage ethnique, menaces et intimidation – elles sont également la cible de formes particulières de violence et d'abus, notamment la violence et l'exploitation sexuelles.

Les efforts déployés pour résoudre ces conflits et s'attaquer à leurs causes profondes ne porteront leurs fruits que si nous donnons à toutes les personnes qui en ont souffert – y compris et surtout les femmes – les moyens d'agir. Et ce n'est que si les femmes jouent un rôle à part entière et sur un pied d'égalité que nous pourrons jeter les bases d'une paix durable – développement, bonne gouvernance, droits de l'homme et justice.

Dans les zones de conflit à travers le monde, les mouvements de femmes ont collaboré avec les Nations Unies pour reconstruire les structures de paix et de sécurité, pour restaurer et réconcilier les sociétés, pour protéger les réfugiés et les personnes déplacées, pour éduquer et sensibiliser aux droits de l'homme et à l'état de droit. Au sein de l'Organisation elle-même, l'intégration des perspectives de genre dans les domaines de la paix et de la sécurité est devenue une stratégie fondamentale. » [Notre traduction].

- Kofi A. Annan, secrétaire général des Nations Unies, 1997-2006¹

Les récits de guerre ont longtemps raconté l'histoire en donnant à croire que les conflits touchent uniquement les hommes. Les hommes sont les personnes qui décident d'aller à la guerre, qui entreprennent la planification militaire, qui combattent et qui meurent au combat.² Les femmes, quant à elles, sont tout simplement censées être protégées par les hommes. Leur existence reste en périphérie de la guerre et des combats eux-mêmes. Les femmes prennent soin des enfants et de la maison pour soutenir les hommes au combat et, si elles occupent certains emplois, c'est seulement jusqu'à ce que la guerre prenne fin. Au moment de reconstruire la société post-conflit, ce sont les hommes qui négocient la paix et qui divisent le pouvoir entre eux.³ Tous ces mythes révèlent une vision profondément masculine de la guerre, selon laquelle on considère en outre souvent qu'il

¹ NUSG, *Women, Peace and Security : Study Submitted by the Secretary-General Pursuant to Security Council Resolution 1325 (2000)*, Doc NU S/2002/1154, juillet 2002 à la p ix.

² Maija Laukka, « Women, war and peace : Feminist content analysis » Mémoire de maîtrise, Tampere, University of Tampere, 2018, 62 à la p 1.

³ *Ibid.*

existe une nette séparation entre le combat de première ligne et la vie civile, ce qui permet de prétendre que les femmes se trouvent en tout temps à l'extérieur des espaces de combat au cours des conflits armés.⁴

Il va sans dire que cette vision de la guerre ne reflète pas la façon dont les conflits armés se déroulent dans la réalité, surtout dans l'ère moderne. Sans vouloir minimiser les rôles actifs que les femmes jouent depuis toujours dans la guerre (combattantes, activistes politiques, défenseuses de droits, mères, ouvrières, etc.), disons que le développement des méthodes et des tactiques de guerre a transformé l'espace géographique où les conflits armés se déroulent. Ainsi, s'il était auparavant plus facile de distinguer les combattants des civils en raison des espaces géographiques précis où se déroulait la guerre, les conflits armés d'aujourd'hui ne permettent plus de faire cette distinction.⁵ Alors que les personnes civiles représentaient la moitié des morts au cours de la Seconde Guerre mondiale, elles en constituent plus de 90 % dans les récents conflits.⁶ Puisque les hommes sont davantage mobilisés en tant que combattants, la majorité des « personnes civiles » sont donc des femmes et des enfants.⁷

De plus, par le passé, les analyses concernant les victimes de la guerre comprenaient rarement une section portant expressément sur les femmes et les filles, qui sont pourtant les principales victimes de certains types de violences de guerre, comme les violences sexuelles, et qui sont touchées de façon disproportionnée par la guerre et ses contrecoups.⁸ En effet, le corps des femmes est l'objet d'importants sévices pendant la guerre : il est à 90 % la cible de la violence sexuelle commise lors des conflits armés.⁹ Dans le conflit survenu au Rwanda, de 250 000 à 500 000 femmes ont été victimes de viol, et dans celui entre le Pakistan et le Bangladesh, entre 200 000 et 400 000 femmes ont subi des viols et d'autres types de violences sexuelles.¹⁰ En Sierra Leone, où s'est déroulé l'un

⁴ *Ibid* à la p 2.

⁵ Cynthia Cockburn, « The continuum of violence : A Gender Perspective on War and Peace » Dans Wenona Giles et Jennifer Hyndman, dir, *Sites of Violence, Gender and Conflict Zones*, Los Angeles, Université de Californie, 2004, 1 à la p 35.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Patricia Hynes, « On the battlefield of women's bodies : An overview of war to women » (2004) 27 : 1 Women's Stud Intl Forum 431 à la p 431.

⁹ Andrea Durbach et Louise Chappell, « Leaving Behind the Age of Impunity », (2014) 16 : 4 Intl Feminist J Pol 543 à la p 544.

¹⁰ Geneviève Geneau, « L'évolution du cadre juridique relatif à la violence sexuelle commise à l'égard des femmes en droit international pénal », Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2016, 181 à la p 2.

des conflits les plus dévastateurs pour les femmes en Afrique, environ 215 000 à 275 000 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles.¹¹

Le manque de reconnaissance des rôles joués par les femmes en temps de guerre et des répercussions que les conflits ont sur celles-ci a mené les chercheuses féministes à élaborer de nouvelles approches permettant de recentrer les études sur la guerre et la paix sur une vision sexospécifique. Depuis les années 80, un large éventail de littérature féministe sur la paix a été publié, ce qui a permis de remettre en question les visions masculines dominantes sur la sécurité et la paix.¹² La recherche féministe sur la paix sous-tend depuis maintenant près de quatre décennies la recherche universitaire ainsi que la création des politiques internationales concernant la sécurité et la paix.¹³ La plus grande répercussion de l'intégration de cette approche féministe est sans doute l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité¹⁴ ainsi que la création du programme sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS).

PROBLÉMATIQUE

Vingt ans après l'adoption de la Résolution 1325 et du programme FPS, on constate que la communauté internationale a déployé peu d'efforts pour rectifier les normes et modifier les institutions qui empêchent les femmes de participer activement à la reconstruction de la paix et de bénéficier de cette dernière.¹⁵ En effet, le nombre de femmes qui contribuent aux négociations de paix et aux processus de rétablissement de la paix reste faible.¹⁶ Entre 1990 et 2017, les femmes ont constitué seulement 2 % des médiateurs, 8 % des négociateurs et 5 % des témoins et des

¹¹ Penelope Andrews, « Justice, Reconciliation and the Masculinist Way : What Role for Women in Truth and Reconciliation Commissions » (2015) 60 : 1 NYL Sch L Rev 69 à la p 83.

¹² Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, « Gender: The Missing Piece in the Peace Puzzle » Dans Oliver P. Richmond, Sandra Pogodda et Jasmin Ramović, dir, *The Palgrave Handbook of Disciplinary and Regional Approaches to Peace*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016, 1 à la p 6.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Résolution sur les femmes, la paix et la sécurité*, Rés CS 1325, Doc Off CS NU, 4213^e sess, 2000, Doc NU S/RES/1325.

¹⁵ Jocelyn Trainer, « Applying a gender lense to security studies » (2021) 29 : 1 Intl aff Rev 23 à la p 23.

¹⁶ Affaire politiques et consolidation de la paix, « Les femmes, la paix et la sécurité » en ligne : UNDP <<https://dppa.un.org/fr/women-peace-and-security>>.

signataires dans le cadre de tous les accords de paix majeurs.¹⁷ De plus, la majorité des accords de paix ne contiennent que très peu de dispositions, voire aucune, concernant les problématiques de genre, qui permettraient de répondre aux besoins des femmes en matière de sécurité et de paix, et ce, que des femmes aient participé ou non aux négociations des accords de paix.¹⁸

De nombreux experts ont mis en évidence certains des obstacles à la mise en œuvre du programme FPS, dont le mythe selon lequel les normes et les institutions internationales sont neutres sur le plan du genre, la présomption que la sécurité nationale a priorité sur la sécurité humaine et la simple absence de mécanismes permettant de garantir la mise en œuvre du programme FPS.¹⁹ Toutefois, un grand nombre de féministes soulignent aussi des problèmes fondamentaux dans les solutions offertes par le programme FPS, qui suggère essentiellement d'« ajouter des femmes et de mélanger – add women and stir ». ²⁰ Selon ces féministes, une telle technique ne permettrait pas aux femmes d'exprimer leurs besoins réels en matière de paix, puisque leur agentivité serait restreinte par les institutions fondamentalement masculines auxquelles les femmes sont simplement greffées. Ainsi, afin d'assurer une paix qui répond réellement aux besoins des femmes dans les contextes post-conflit, il faut aller au-delà de la participation des femmes aux accords de paix initiaux. Beaucoup de chercheuses féministes estiment qu'une approche du *gender lens*, selon laquelle le genre devient l'élément central de l'analyse, doit absolument être intégrée à la création et à la mise en œuvre des mécanismes de reconstruction de la paix.²¹

Dans cette optique, la justice transitionnelle et ses mécanismes se sont démarqués comme étant des processus opportuns dans lesquels l'intégration d'une lecture genrée de la paix pourrait améliorer la condition des femmes dans les sociétés post-conflit. La justice transitionnelle désigne habituellement les mécanismes et les processus judiciaires et non judiciaires mis en place lors de la restructuration d'un État dans un contexte post-conflit.²² Ce contexte offre effectivement

¹⁷ Soumita Basu, Paul Kirby and Laura J. Shepherd, « Women, Peace and Security : A Critical Cartography » Dans Soumita Basu, Paul Kirby and Laura J. Shepherd, dir, *New Directions in Women, Peace and Security*, Bristol, Bristol University Press, 2020, 1 à la p 15.

¹⁸ Affaire politiques et consolidation de la paix, *supra* note 16.

¹⁹ Jocelyn Trainer, *supra* note 15 à la p 24.

²⁰ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 4.

²¹ *Ibid.*

²² Mò Bleeker, *La justice transitionnelle dans le monde francophone : État des lieux*, 2007, en ligne : CNUDHD < <http://unchrd.org/rapportjustice.pdf> > à la p 3.

l'occasion de repenser les systèmes de gouvernance et de transformer radicalement l'organisation d'une société.²³ Ainsi, au fil des ans, le domaine de la justice transitionnelle s'est doté de toute une gamme de mécanismes institutionnels et juridiques qui permettent d'envisager une nouvelle façon d'organiser les sociétés post-conflit. L'aide que peut apporter la justice transitionnelle à l'État dans cette réorganisation peut comprendre plusieurs aspects.²⁴ Souvent, la justice transitionnelle vise à répondre au « droit de savoir » revendiqué par la population, dans l'attente du renforcement de la justice formelle.²⁵ C'est ce cadre qui a favorisé la création des commissions de vérité et réconciliation (CVR).²⁶

Les commissions de vérité et réconciliation constituent l'une des institutions emblématiques des processus de justice transitionnelle.²⁷ Il s'agit d'un mécanisme clé pour parvenir à la réconciliation et à la création d'un nouvel ordre démocratique.²⁸ Alors qu'avant les années 90, seulement 5 pays avaient mis en place des CVR, l'émergence du domaine de la justice transitionnelle a permis aux CVR de se multiplier.²⁹ Aujourd'hui, il existe 58 CVR dans différents pays.³⁰

La création des CVR remonte au début des années 80, en Argentine. Dans ce pays, la CVR avait comme mandat d'obtenir de l'information concernant les personnes portées disparues au cours du conflit.³¹ Le modèle créé a ensuite été adopté par d'autres États d'Amérique latine, dont le Pérou, la Colombie et le Guatemala. Toutefois, les commissions d'Amérique latine ont été généralement considérées comme un outil régional, et il n'était pas encore envisageable d'intégrer ces mécanismes au domaine de la justice transitionnelle.³² C'est la mise sur pied de la CVR d'Afrique du Sud en 1996 qui a réellement permis de consolider l'importance de ces mécanismes dans les

²³ Kris Brown et Fionnuala Ni Aolain, « Through the Looking Glass: Transitional Justice Futures through the Lens of Nationalism, Feminism and Transformative Change » (2015) 9 : 1 J Transitional Just 127 à la p 134.

²⁴ Naomi Cahn, « Women in Post-Conflict Reconstruction : Dilemmas and Directions » (2006) 12 : 209 GWU Law School 1 à la p 2.

²⁵ Mô Bleeker, *supra* note 22 à la p 4.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Delphine Griveaud et Sandrine Lefranc, « La justice transitionnelle, un monde-carrefour » (2020) 4 : 120 Cultures et conflits 39 à la p 46.

²⁸ Lisa J. Laplante et Kimberly Theidon, « Truth with Consequences: Justice and Reparations in Post-Truth Commission Peru » (2007) 29 : 1 Hum Rts Q 228 à la p 229.

²⁹ Delphine Griveaud et Sandrine Lefranc, *supra* note 27 à la p 46.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Michal Ben-Josef Hirsch, « Ideational Change and the emergence of the international norm of truth and reconciliation commissions » (2014) 20 : 3 Eur J Intl Rel 810 à la p 817.

³² *Ibid.*

processus de justice transitionnelle.³³ Étant donné le franc succès remporté par la commission de vérité et réconciliation pendant la période de transition en Afrique du Sud, les CVR se sont vu accorder une attention accrue sur la scène internationale. Elles ont aussi reçu l'appui des Nations Unies et de certaines des ONG les plus influentes sur la scène internationale, comme *Amnistie internationale*, *Human Rights Watch* et l'*International Center for Transitional Justice*.³⁴ Ainsi, les CVR ont cessé d'être considérées comme des accessoires des tribunaux et elles sont aujourd'hui reconnues comme étant des mécanismes à part entière qui permettent de répondre à un grand nombre des besoins de la population et de l'État en matière de justice.³⁵

De nombreuses autrices féministes en matière de doctrine et spécialistes de la justice transitionnelle ont fait valoir l'importance des CVR comme structures permettant de tenir compte du genre dans le cadre des processus de reconstruction de la paix.³⁶ Pour les femmes, ces mécanismes peuvent effectivement constituer une importante solution de rechange aux tribunaux. En effet, les commissions offrent certains avantages aux femmes victimes de violences sexuelles durant des conflits armés. La mission principale des CVR consiste à faire en sorte que les oppressions vécues par les victimes de conflits armés soient révélées et à ainsi prévenir de futures violations et à instaurer un climat axé sur la compréhension et la justice. Les CVR donnent aussi aux victimes la possibilité d'affronter leurs agresseurs dans le cadre de témoignages au sein de leur communauté locale, ce qu'il n'est pas possible de faire au cours d'une poursuite criminelle, surtout lorsque les tribunaux, notamment la CPI, se trouvent à l'extérieur du pays où ont été commises les violations.³⁷ Pour les femmes, de tels mécanismes peuvent aussi se révéler une façon plus efficace de se sentir investies dans le processus de reconstruction de la paix et peuvent permettre de traiter de leurs expériences vécues lors du conflit, comme les violences sexuelles ou l'expérience de combattante, directement dans les communautés touchées, afin d'obtenir des résultats à long terme.³⁸ Pour toutes ces raisons, les CVR sont souvent considérées comme la première étape de la reconnaissance des réalités vécues par les femmes, et leur travail peut permettre d'accorder des réparations

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid* à la p 811.

³⁵ *Ibid* à la p 818.

³⁶ Naomi Cahn, *supra* note 24 à la p 3.

³⁷ Penelope Andrews, *supra* note 11 à la p 73.

³⁸ Christine Bell et Catherine O'Rourke, « does Feminism Need a Theory of Transitional Justice ? An Introductory Essay » (2007) 1 : 1 *Intl J Transitional Just* 23 à la p 40.

psychologiques et sociales transformatrices que le droit et les poursuites criminelles ne peuvent leur offrir.³⁹

Toutefois, la majorité des CVR ont jusqu'à présent omis d'intégrer une approche de gender lens à leurs structures. En effet, les premières CVR n'ont malheureusement pas tenu compte de la question du genre. C'est notamment le cas de la CVR d'Afrique du Sud, considérée comme ayant connu le plus grand succès en matière de reconstruction de la paix et de transformation des institutions politiques, économiques et sociales d'un État.⁴⁰ Pourtant, sur la question du genre, le travail de la CVR s'est révélé nettement insuffisant. De nombreuses chercheuses féministes dans le domaine de la justice transitionnelle estiment que la CVR en Afrique du Sud, qui n'a pas reconnu la violence vécue par les femmes, a contribué à la perpétuation de cette violence que vivent les femmes aujourd'hui dans le pays.⁴¹

En raison des critiques formulées et compte tenu de la publication croissante de littérature féministe sur le sujet, certaines CVR créées récemment ont tenté d'intégrer une approche de gender lens à leurs structures. C'est notamment le cas des CVR péruvienne et colombienne, de la CVR du Timor-Leste et surtout de la CVR sierra-léonaise.⁴² En effet, la CVR en Sierra Leone a été saluée pour son travail auprès des femmes, à la suite de l'un des conflits les plus dévastateurs et les plus violents envers les femmes à être survenus en Afrique. Toutefois, malgré ces tentatives, encore peu d'études ont permis de faire le lien entre le travail accompli par les CVR soi-disant féministes et la manière dont les femmes vivent la paix dans les sociétés post-conflit. L'intégration d'une approche de gender lens aux CVR et les résultats qu'elle permet d'obtenir en ce qui a trait à la reconstruction de la paix pour les femmes restent donc peu documentés.

³⁹ Thomas Brudholm, « the Justice of Truth and Reconciliation » (2003) 18 : 2 *Hypatia* 189 à la p 194.

⁴⁰ *Ibid* à la p 193.

⁴¹ Penelope Andrews, *supra* note 11 à la p 88.

⁴² Christine Bell et Catherine O'Rourke, *supra* note 38 à la p 27.

QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE

Compte tenu de ce constat, le travail vise à répondre à la question suivante : est-ce que les CVR qui se disent féministes arrivent à répondre aux besoins des femmes en matière de paix dans les sociétés post-conflit, selon la définition de la paix adoptée dans l'approche féministe du gender lens?

Alors que l'utilisation d'une approche de gender lens dans les travaux des CVR est certainement importante et continue d'être nécessaire, l'application restreinte de cette approche fait en sorte que les CVR n'ont jusqu'à présent pas réussi à répondre aux besoins des femmes en matière de paix dans les sociétés post-conflit. Pour ma part, j'avance que les CVR reproduisent des compréhensions masculines de la guerre et de la paix telles qu'elles sont envisagées dans la politique internationale et, par conséquent, dans les mécanismes de justice transitionnelle créés par la communauté internationale. Ainsi, cette vision masculine de la paix empêche les CVR, malgré l'intégration d'une approche de gender lens, de reconnaître certains des obstacles empêchant les femmes de vivre la paix. Mentionnons notamment l'absence de reconnaissance des multiples réalités vécues par les femmes durant la guerre, des violences structurelles et du continuum de violence que les femmes subissent dans les sociétés post-conflit, ainsi que l'absence d'élaboration de mesures de réparation permettant de répondre aux besoins divers.

Afin d'illustrer les problèmes existants, il est crucial de commencer l'analyse en déterminant ce que signifie la paix pour les femmes, selon la définition donnée dans la littérature féministe sur le sujet. Dans la première partie, je parlerai d'abord du développement des courants féministes en relations internationales (RI) et en droit international (DI) sur lesquels le travail repose. Il s'agira ensuite de revenir sur ce qu'est une approche du gender lens et de discuter de ce qu'elle peut apporter aux études féministes sur la paix ainsi que dans les processus et mécanismes de reconstruction de la paix et de justice transitionnelle. Enfin, je présenterai les définitions autres de la paix proposées par les chercheuses féministes qui ont adopté une approche de gender lens.

La seconde partie du travail consistera à examiner la CVR mise en place en Sierra Leone, généralement reconnue comme celle qui a le mieux intégré une approche féministe. L'exemple de

la Sierra Leone servira à mettre en évidence les lacunes, les insuffisances et les « angles morts de genre - gender blind spots » qui persistent dans la mise en œuvre des CVR et qui nuisent à l'instauration d'un contexte de paix permettant de répondre aux besoins des femmes.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

Dans le présent chapitre, j'expliquerai d'abord les approches théoriques féministes sur lesquelles se fonde le travail et je présenterai les différentes conceptions de la paix déjà élaborées par les chercheuses féministes au moyen de l'approche du gender lens. Je définirai ensuite le cadre méthodologique qui permettra d'appliquer l'approche du gender lens dans la seconde partie du travail.

1.1 Le féminisme libéral, le féminisme du positionnement et le féminisme post-moderne

Le droit international, sur lequel se fondent les processus de reconstruction de la paix et les mécanismes de justice transitionnelle, a longtemps été présenté comme un concept impartial et objectif qui devrait être appliqué de façon universelle.⁴³ Cette prétention de neutralité et d'universalité a été fortement critiquée par les autrices féministes dès les années 80, car elle dissimulerait en fait les prémisses et fondements masculins qui sous-tendent le droit international.⁴⁴ De plus, cette réalité influencerait grandement sur la façon dont les femmes sont intégrées aux institutions du système international et sur la visibilité dont elles bénéficient dans les théories dominantes.⁴⁵

Il est important de noter qu'il n'existe pas une unique approche féministe ou une seule grande théorie féministe en relations internationales (RI) ou en droit international (DI).⁴⁶ On trouve plutôt différents courants féministes qui examinent le système international selon différentes perspectives. Chacune de ces perspectives fournit des éléments importants permettant de comprendre les dynamiques genrées qui orientent le droit et les politiques internationales régissant la guerre, la paix et la sécurité. Toutefois, aux fins du présent travail, je présenterai l'évolution de la recherche féministe en RI et DI en fonction des deux principaux courants ayant mené à une

⁴³ Hilary Charlesworth, «The Hidden Gender of International Law » (2002) 16 : 1 Temp Int'l & Comp LJ 93 à la p 93.

⁴⁴ Christine Chinkin et Hilary Charlesworth, « Building Women into Peace : the international legal framework » (2006) 27 : 5 Third World Q 937 à la p 943.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 25.

analyse de la paix et de la sécurité fondée sur une approche du gender lens, soit le féminisme du positionnement et le féminisme post-moderne.

Ces deux courants se sont développés un peu plus tard dans la recherche féministe en RI et DI, en réponse au féminisme libéral classique des années 80.⁴⁷ Pour les féministes libérales, le problème ne réside pas dans les fondements du droit, mais bien dans l'absence de participation des femmes dans la création et la mise en œuvre du DI.⁴⁸ Toutefois, du point de vue du féminisme du positionnement et du féminisme post-moderne, la faiblesse du féminisme libéral réside dans l'absence de remise en question des fondements genrés qui encadrent les structures du système international et qui empêchent de définir les lois et les politiques selon une perspective féminine, peu importe que les femmes soient présentes ou non dans ces structures.

Les tenants du féminisme du positionnement suggèrent donc plutôt d'entamer l'analyse des notions de paix et de sécurité à partir des différentes réalités vécues par les femmes en périodes de guerre et de paix.⁴⁹ Ils se demandent

« si le savoir est une construction sociale et ne reflète que les intérêts des hommes [...], le monde aurait-il une apparence fondamentalement différente, notre perception et notre compréhension seraient-elles très différentes, si le savoir était produit à partir de réalités différentes, de versions différentes du monde - de l'expérience des femmes? ». ⁵⁰ [Notre traduction]

Ainsi, au lieu d'intégrer les femmes aux théories déjà existantes, le féminisme du positionnement vise à construire l'analyse à partir d'un nouveau point de vue, celui des femmes dans différents contextes. Ainsi, il devient entre autres possible de montrer que les réalités des femmes ne s'insèrent pas nécessairement dans les catégories et les concepts de la paix et de la sécurité définis actuellement dans le DI.⁵¹

Le féminisme post-moderne ajoute un degré de complexité à cette analyse. Le terme « post-moderne » est souvent utilisé de façon générale, mais il englobe une multitude d'approches

⁴⁷ *Ibid* à la p 23.

⁴⁸ Hilary Charlesworth, *supra* note 43 à la p 95.

⁴⁹ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 25.

⁵⁰ Marysia Zalewski, « Feminist Standpoint Theory Meets International Relations Theory: A Feminist Version of David and Goliath » (1993) 17 : 2 *Fletcher Forum World Aff* 13 à la p 17.

⁵¹ Hilary Charlesworth, *supra* note 43 à la p 96.

féministes, dont le féminisme postcolonial, le féminisme culturel, le féminisme post-structuraliste, etc.⁵² Ainsi, ce courant propose une analyse non seulement contextuelle, mais aussi intersectionnelle qui permet d'envisager l'intersection entre le genre et d'autres dimensions de l'identité des femmes, comme la race, le sexe et la classe sociale, et les répercussions de cette intersection sur la façon dont les femmes vivent la guerre et la paix.⁵³ Le féminisme post-moderne accorde aussi de l'attention au langage et à la manière dont celui-ci filtre nos expériences et notre compréhension du monde.⁵⁴ À ce sujet, l'autrice Hilary Charlesworth fournit l'explication suivante:

« Comment pourrait-on aborder le langage du droit international dans une perspective féministe post-moderne? Nous pourrions commencer par nous demander quel type de langage est utilisé. De quel type d'oppositions dépend le langage du droit international? Le fait, par exemple, que le droit international dépende pour sa force d'une série d'oppositions binaires : ordre/chaos, logique/émotion, juridique/politique, contraignant/non contraignant, et ainsi de suite. »⁵⁵ [Notre traduction]

Cette analyse du langage permet de déconstruire certains concepts du droit international pour ensuite illustrer la binarité genrée qui s'y trouve. De plus, à travers cette analyse du langage, le féminisme post-moderne emploie aussi une stratégie de « réécriture » qui permet de redéfinir le langage à partir de la perspective de « l'autre » réprimée et effacée dans les discours dominants.⁵⁶ « Favoriser l'expression de cet "autre" réduit au silence supplante la logique dominante, délogeant son hégémonie et démythifiant son "caractère naturel", et libère un potentiel parallèle. »⁵⁷ [Notre traduction]

Même si le féminisme du positionnement et le féminisme post-moderne présentent des différences par rapport au point de départ de l'analyse (l'expérience des femmes en périodes de guerre et de paix par rapport aux concepts de paix en RI et en DI), les deux courants priorisent une même méthode d'analyse : l'approche du gender lens. Dans la section suivante du travail, je tenterai d'expliquer ce qu'est un « gender lens » et son utilité dans la recherche féministe sur la paix. Il sera

⁵² *Ibid* à la p 96.

⁵³ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 3.

⁵⁴ Hilary Charlesworth, *supra* note 43 à la p 97.

⁵⁵ *Ibid*.

⁵⁶ Teresa L. Ebert, « The "Difference" of Postmodern Feminism » (1991) 53 : 8 *College English* 886 à la p 887.

⁵⁷ *Ibid*.

ensuite question de présenter les principales conceptions de la paix qui ont été élaborées dans la recherche féministe au moyen de l’approche du gender lens.

1.2 Approche du gender lens

La notion de genre est essentielle à la compréhension des nuances de la paix et de la guerre. En fait, de nombreuses autrices féministes ont démontré l’importance du genre comme système central de pouvoir dans toutes les activités humaines.⁵⁸ C’est à partir de cette compréhension du genre qu’une approche de gender lens peut être appliquée aux études sur la paix.

1.2.1 Le genre comme cadre d’analyse

Le point de départ d’une approche de gender lens dans l’étude de la paix consiste à comprendre la notion de genre.⁵⁹ Tout d’abord, le genre se distingue de la notion de sexe. Alors que le sexe fait référence aux différences biologiques qui existent entre les hommes et les femmes, la notion de genre met plutôt l’accent sur les rôles, les comportements et les identités socialement construites chez les deux sexes.⁶⁰ Ainsi, la notion de genre peut avoir différentes significations sociales dans différentes cultures qui définissent différemment les comportements associés à la féminité et à la masculinité.⁶¹

Selon les autrices Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, le genre doit être compris comme un cadre analytique qui nous permet d’observer la façon dont certaines relations de pouvoir se développent et se cultivent dans différents contextes ainsi que les répercussions de ce système de pouvoir sur l’agentivité exercée par différents individus dans leur vie.⁶²

De plus, comme l’indique l’autrice Cynthia Cockburn, il est important de percevoir le genre comme une relation de pouvoir continu qui encadre toutes les relations humaines, de la sphère privée à l’arène internationale.⁶³ En effet, le genre, en tant que système de catégorisation, détermine et distribue le pouvoir entre certains individus, certaines organisations et certains États et

⁵⁸ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 25.

⁵⁹ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 2.

⁶⁰ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 25.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 2.

⁶³ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 28.

institutions.⁶⁴ Cela s'applique notamment au système international et aux règles qui l'encadrent. En ce sens, on peut dire que le genre a toujours été et est encore au cœur du langage et des pratiques entourant la guerre et la paix.

Toutefois, même si la notion de genre reste profondément ancrée dans toutes les structures et les activités humaines, elle est à la fois présente et absente des discours dominants. Même si le sexe des acteurs dans des contextes de guerre ou de paix est souvent mentionné par les chercheurs, il est rarement visé par le cadre d'analyse.⁶⁵ « Inclure les femmes en tant que catégorie d'identité dans le discours sur la sécurité sans intégrer également le genre comme unité d'analyse crée des silences, ce qui renforce en fait la dominance de l'universalisme masculin. »⁶⁶ [Notre traduction]

1.2.2 Définition du gender lens et utilité dans la recherche sur la paix

C'est dans cette optique de « voir » ce qui est généralement rendu « invisible » que l'approche du gender lens a été conçue par les chercheuses féministes.⁶⁷

Même si l'approche du gender lens découle des études féministes, elle est utilisée par différents chercheurs dans la majorité des domaines des sciences sociales. Dans les études sur les relations internationales et le droit international, le gender lens trouve son origine dans le mouvement des femmes pour la paix, organisé avant et durant la Première Guerre mondiale.⁶⁸ Aux États-Unis, ce mouvement a été créé par Jane Addams, qui a fondé le Women's Peace Party. Ce mouvement s'oppose au militarisme américain. Le parti déclare : « en tant que femmes, nous sommes surtout les gardiennes de la vie des générations [...], particulièrement chargées de l'avenir de l'enfance. »⁶⁹ Le mouvement des femmes pour la paix se développe aussi en Europe au cours de la même période. Plus de 1 500 femmes venant d'Europe et d'Amérique du Nord se rassemblent à La Haye au Congrès des femmes en 1915 afin de protester contre la guerre.⁷⁰ C'est l'une des premières fois où

⁶⁴ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 2.

⁶⁵ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 25.

⁶⁶ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 2.

⁶⁷ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 28.

⁶⁸ Christine Chinkin, « Women, Peace, and Security : Tackling Violence Against Women in the Contemporary World ? » (2019) 61 : 1 German Yearbook Intl L 185 à la p 185.

⁶⁹ Laura Sjoberg, « Viewing Peace through gender lenses » (2013) 27 : 2 Ethics Intl Aff 175 à la p 176.

⁷⁰ Christine Chinkin, *supra* note 68 à la p 185.

les femmes, la féminité et la paix sont explicitement associées.⁷¹ Les revendications du mouvement pour la paix sont surtout liées au pacifisme naturel des femmes et aux besoins de celles-ci qui doivent être comblés afin qu'elles puissent s'occuper de leur famille et élever leurs enfants.⁷² Même si cette vision essentialise les rôles genrés des femmes, cette façon d'appréhender la paix diffère tout de même de la définition dominante dans la recherche sur la paix et la sécurité à l'époque, qui décrit la paix comme étant l'absence de guerre.⁷³ Le mouvement envisage l'analyse de la paix sous un angle sexospécifique, qui exige d'y inclure les femmes. C'est le début de l'application d'une approche du gender lens par les féministes dans la recherche sur la paix.

Les « lentes » (« prismes ») servent essentiellement de filtres. Selon le filtre choisi, une personne conceptualise et comprend le monde d'une certaine façon.⁷⁴ Ces filtres, qui peuvent être utilisés consciemment ou inconsciemment par les chercheurs, mettent en évidence certains éléments et en laissent d'autres dans l'ombre. Dans le cas d'un gender lens, Jill Steans explique à quoi sert cette méthode, plus particulièrement lorsqu'il est question d'analyser le système international :

« Regarder le monde à travers les prismes de genre, c'est se concentrer sur le genre comme un type particulier de relation de pouvoir, ou souligner les façons dont le genre est crucial pour comprendre les processus internationaux. Les prismes de genre se concentrent également sur les expériences quotidiennes des femmes en tant que femmes et mettent en évidence les conséquences de leur position sociale inégale.»⁷⁵ [Notre traduction]

Comme on peut l'observer à partir de cette citation, certaines caractéristiques principales ressortent des analyses féministes sur la paix et la sécurité qui utilisent une approche du gender lens. Tout d'abord, l'utilisation d'une approche de gender lens exige d'aller au-delà de l'analyse féministe visant à observer les inégalités entre les hommes et les femmes, afin de recentrer l'ensemble de l'analyse sur la façon dont la masculinité et la féminité construisent notre conception de la guerre et nos visions de la paix.⁷⁶ Il ne s'agit donc pas uniquement d'ajouter les femmes aux aspects de la recherche, mais aussi d'en faire le point d'analyse central. La seconde caractéristique d'une

⁷¹ Laura Sjoberg, *supra* note 69 à la p 176.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 29.

⁷⁵ Jill Steans, *Gender and International Relations: An Introduction*, Cambridge, Polity Press, 1998 à la p 5.

⁷⁶ Laura Sjoberg, *supra* note 69 à la p 184.

approche de gender lens tient au fait de proposer une analyse en deux temps, d'abord au niveau micro, puis au niveau macro. En effet, de nombreuses autrices féministes vont prôner une analyse de la paix qui débute au niveau local, dans la vie quotidienne. Pour ce faire, certaines autrices comme Robin May Schott utilisent l'approche du témoignage pour écouter comment les acteurs locaux, dont les femmes, envisagent la paix.⁷⁷ Comme Laura Sjoberg affirme :

« La paix n'est pas quelque chose qui peut être déclaré, mais quelque chose qui doit être construit. Ce n'est pas quelque chose qui peut être imposé du haut vers le bas par les élites politiques, mais quelque chose qui doit être construit de la base vers le haut, avec la participation des citoyens. »⁷⁸
[Notre traduction]

Enfin, une troisième caractéristique de la recherche fondée sur une approche de gender lens a trait à l'observation des répercussions à court et à long terme de la guerre sur les hommes et les femmes et à leur intégration dans la définition de la paix. En effet, selon le modèle de justice transformatrice en contexte post-conflit proposé par Wendy Lambourne en 2009, les processus de reconstruction de la paix doivent proposer des changements à court et à long terme permettant de mettre fin à la violence subie par les femmes et de répondre aux besoins de celles-ci dans les sociétés post-conflit.⁷⁹

En ce sens, un gender lens permet d'évaluer non seulement les répercussions de l'institutionnalisation du genre au sein des structures internationales, mais aussi celles de cette institutionnalisation sur les réalités vécues par les femmes et les hommes sur le terrain.⁸⁰ Le genre en tant que prisme est donc, comme le laissent entendre le féminisme du positionnement et le féminisme post-moderne, une façon d'observer et de présenter des réalités différentes de celles qui sont mises en évidence dans les études conventionnelles.

L'application d'un gender lens aux études sur la paix et la sécurité est donc essentielle puisqu'elle permet d'améliorer notre compréhension des conséquences qu'entraînent les conflits et les processus de reconstruction de la paix sur les femmes et sur leur vie dans les sociétés post-conflit.⁸¹

⁷⁷ *Ibid* à la p 185.

⁷⁸ *Ibid* à la p 180.

⁷⁹ Wendy Lambourne et Vivianna Rodriguez Carreon, « Engendering Transitional Justice: A transformative Approach to Building Peace and Attaining Human Rights for Women » (2016) 17 : 1 Hum Rights Rev 71 à la p 72.

⁸⁰ Jocelyn Trainer, *supra* note 15 à la p 24.

⁸¹ *Ibid*.

Plus encore, un gender lens permet de faire ressortir de nouveaux éléments en lien avec la prévention des conflits, la gestion des conflits ainsi que la résolution des conflits et la restauration de la paix.⁸² Comme l'avance Cynthia Enloe :

« [...] nous ne comprendrons jamais utilement les conflits armés et leurs conséquences si nous nous entêtons à concentrer notre attention uniquement sur la scène de guerre immédiate. En utilisant le genre [...], nous pourrions être en mesure de découvrir les conditions et les dynamiques qui ont déclenché le conflit en premier lieu. »⁸³ [Notre traduction]

Il y a également eu certaines tentatives d'intégration d'une approche de gender lens dans la pratique, plus particulièrement dans la politique internationale concernant les processus de reconstruction de la paix. Comme il a été mentionné précédemment, avec l'adoption de la Résolution 1325 et la mise sur pied du programme sur les femmes, la paix et la sécurité en 2000, on a tenté d'intégrer une approche de gender lens, comme le revendiquaient les organisations féministes et les chercheuses féministes de l'époque. La Résolution 1325 comprend trois thèmes principaux : la parité homme-femme, le « gender mainstreaming » et la nécessité de cesser d'accorder l'impunité aux auteurs de crimes de violence sexuelle commis au cours de conflits armés.⁸⁴ Le programme pour les femmes, la paix et la sécurité, quant à lui, comprend les quatre piliers suivants : 1) la participation des femmes aux instances décisionnelles en lien avec les opérations de paix, 2) la prévention des violences sexuelles et des autres violences genrées, 3) la protection des femmes contre les violences liées aux conflits, particulièrement la violence sexuelle et 4) la mise en place de mesures de secours et de redressement.⁸⁵

Même si ces tentatives constituent des progrès importants en ce qui a trait à l'intégration de la littérature féministe sur la paix dans la politique internationale et les interventions terrain, ces mesures restent insatisfaisantes en ce qui concerne une vision genrée de la paix. Le langage de ces documents fait surtout allusion à la participation des femmes aux processus de paix ainsi qu'à la protection des femmes contre certains types de violence. Toutefois, comme le soutiennent les

⁸² *Ibid.*

⁸³ Cynthia Enloe, « Foreword: Gender Analysis Isn't Easy » dans Carol Cohn, dir, *Women and Wars*, Cambridge, Polity Press, 2013, 1.

⁸⁴ *Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité*, supra note 14. Voir aussi Christine Chinkin, supra note 68 à la p 187.

⁸⁵ NUSG, *Women, Peace and Security : Study Submitted by the Secretary-General Pursuant to Security Council Resolution 1325 (2000)*, supra note 1. Voir aussi Christine Chinkin, supra note 68 à la p 188.

féministes de positionnement et les féministes postmodernes, l'intégration des femmes aux structures préexistantes n'est pas suffisante pour garantir l'établissement d'une paix fondée sur une vision genrée.⁸⁶ L'insistance sur la protection des femmes perpétue aussi la perception qu'elles sont uniquement des victimes passives de la guerre.

Enfin, la résolution 1325 et le programme FPS intègrent à leur analyse un gender lens non inclusif. Ainsi, les hommes sont très peu mentionnés dans les documents. Ils sont implicitement considérés comme les responsables des violences et ironiquement comme les protecteurs des femmes pendant la guerre.⁸⁷ En outre, il n'est aucunement question des violences sexuelles infligées aux hommes ni des programmes requis pour reconnaître cette violence⁸⁸, alors qu'il en est fait plus explicitement mention dans le contexte des programmes de désarmement et de démobilisation à l'intention des anciens combattants. De plus, ces documents mentionnent très peu le contexte et les compréhensions diverses du genre et des rôles genrés qui peuvent exister comme un élément d'analyse important lorsque les programmes pour les femmes sont mis en œuvre dans différentes régions du monde.

Les lacunes dans le programme FPS permettent de mettre en lumière certaines des faiblesses de l'approche de gender lens. Comme il a été mentionné plus haut, une telle approche permet de mettre en évidence certains éléments tout en en laissant d'autres de côté. Ainsi, intégrer le genre comme point central de l'analyse peut avoir comme effet d'obnubiler d'autres réalités importantes. Dans les faits, l'utilisation d'une approche de gender lens dans la politique internationale et dans les mécanismes de reconstruction de la paix comporte un certain nombre de lacunes, d'insuffisances et d'angles morts de genre.⁸⁹ D'une part, en raison de ces lacunes, il arrive souvent qu'on ne tienne pas compte des multiples définitions de ce qu'est le « genre » dans diverses régions géopolitiques du monde et qu'ainsi, on reproduise et on exporte des présomptions néocoloniales concernant le genre dans ces régions.⁹⁰ D'autre part, la façon dont l'approche du gender lens est souvent appliquée limite les réalités observables à celles qui correspondent à une vision binaire et

⁸⁶ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 25.

⁸⁷ Christine Chinkin, *supra* note 68 à la p 190.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Philipp Schulz, « Towards Inclusive Gender in Transitional Justice: Gaps, Blind-Spots and Opportunities » (2020) 14 : 5 J Intervention Statebuilding 691.

⁹⁰ *Ibid.*

hétéronormative homme-femme du genre et de la sexualité. Comme l'explique le chercheur féministe en justice transitionnelle, Philip Schulz :

« Dans de nombreux cas, cela a donné lieu à des comptes rendus très limités, dichotomiques et réductionnistes de la victimisation genrée, fondés sur les éléments suivants : les femmes en tant que victimes (toujours vulnérables) ayant besoin d'une protection extérieure (blanche, patriarcale), les hommes en tant qu'agresseurs naturellement violents et le fait de passer sous silence les expériences des personnes qui se situent en dehors de cette catégorie binaire hétéronormative. »⁹¹[Notre traduction]

Ainsi, afin de garantir que l'approche de gender lens ne comporte plus ce genre d'angles morts de genre, il est essentiel d'y intégrer une approche intersectionnelle permettant de comprendre les intersections entre le genre, la race, l'orientation sexuelle, la religion, etc.⁹² De plus, l'approche de gender lens doit intégrer une vision contextuelle (bottom-up) à son analyse.

1.3 Application du gender lens : la paix dans une perspective féministe

Jusqu'à tout récemment, très peu d'analyses sur la paix visaient à comprendre la façon dont les femmes conceptualisent et définissent la paix.⁹³ L'une des raisons pouvant expliquer ce problème a trait à la difficulté de départ de définir le concept de la paix. Cette difficulté est entre autres attribuable au fait que la majorité des chercheurs, des politiciens, des journalistes et des activistes estiment que la paix est un concept compris par tous.⁹⁴ Pour cette raison, même dans l'important corpus de littérature académique sur le sujet, il manque encore une définition claire de ce qu'est la paix, et les définitions existantes sont souvent contradictoires.⁹⁵ Ainsi, en intégrant un cadre théorique féministe et une approche de gender lens à l'analyse, de nouveaux questionnements sur la paix peuvent être soulevés : la paix pour qui? Comment les femmes vivent-elles la paix différemment des hommes? À quoi pourrait ressembler une définition genrée de la paix?⁹⁶ De telles questions ont contribué à élargir la définition du concept de la paix et à cerner des processus de reconstruction de la paix et de justice transitionnelle qui intègrent une approche sexospécifique. La

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

⁹³ Cheryl de la Rey et Susan McKay, « Peace as a gendered process: Perspectives of women doing peacebuilding in South Africa » (2002) 7 : 1 *J Intl P Stud* 91 à la p 91.

⁹⁴ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 33.

⁹⁵ Cheryl de la Rey et Susan McKay, *supra* note 93 à la p 91.

⁹⁶ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 1.

section suivante fournira une courte description des différentes façons dont les chercheuses féministes ont défini la paix grâce à l'application d'un gender lens.

1.3.1 La paix négative et le continuum de la violence

Même s'il existe peu de consensus sur la définition de la paix parmi les chercheurs, les définitions établies par Johan Galtung, l'un des pionniers de la recherche sur la sécurité et la paix, sont souvent utilisées.⁹⁷ Galtung propose deux conceptions de la paix, soit la « paix négative » et « la paix positive ». La « paix négative » fait référence à l'absence de violence interpersonnelle alors que la « paix positive » a trait à l'absence de violence structurelle.⁹⁸ Plus précisément, la « paix négative » est définie comme l'absence ou la fin de la violence généralisée et à grande échelle qui est associée aux conflits et aux guerres.⁹⁹ En ce sens, une société paisible pourrait en être une où la violence sociale et structurelle continue d'exister.¹⁰⁰ Cette compréhension de la paix est celle qu'ont le plus souvent en commun les acteurs internationaux et nationaux chargés de reconstruire la paix. Les processus de reconstruction de la paix priorisent donc souvent la démobilisation, le désarmement et la réintégration des combattants dans la société civile, alors que les mécanismes de justice transitionnelle accordent la priorité au rétablissement de la *rule of law* (ou primauté du droit) et de la démocratie au sein de la société. En ce qui concerne les mandats des CVR, ils sont habituellement régis par la nécessité de rétablir la légitimité du gouvernement auprès de la population et de limiter les chances de reprise des hostilités entre les groupes combattants.¹⁰¹

Pourtant, de nombreuses chercheuses féministes ont montré que la fin des hostilités ne signifie pas nécessairement la fin de la violence.¹⁰² Même si les femmes sont généralement moins impliquées dans la guerre en tant que combattantes, la violence n'en est pas pour autant exclue de leur vie. En effet, pour la grande majorité des femmes victimes de violence durant les conflits armés, la violence est souvent une réalité qui précède le conflit, mais surtout qui se poursuit longtemps après la fin de

⁹⁷ Johan Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research » (1969) 6 : 3 *Journal of Peace Research* 183 à la p 183.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 33.

¹⁰¹ Rebecca K. Root, « Through the Window of Opportunity: The Transitional Justice Network in Peru » (2009) 31 : 2 *HuM Rts Q* 452 à la p 467.

¹⁰² Ann Tickner, « Peace and security from a feminist perspective » dans Sara E. Davies et Jacqui True, dir, *The Oxford Handbook of Women, Peace, and Security*, New York, Oxford University Press, 15 à la p 17.

celui-ci.¹⁰³ Ainsi, le lieu ou les auteurs de la violence peuvent différer une fois les hostilités terminées, mais la violence contre les femmes est généralement vécue comme un phénomène continu.¹⁰⁴

Les femmes et les filles continuent effectivement d'être les principales cibles de violences après la fin des hostilités.¹⁰⁵ Par exemple, les femmes sont plus affectées que les hommes par les déplacements forcés durant et après la guerre. Les femmes et les enfants représentent en fait 70 % des réfugiés dans le monde.¹⁰⁶ Les camps de réfugiés sont aussi des endroits particulièrement violents pour les femmes, la violence sexuelle perpétrée par les travailleurs humanitaires étant un problème à grande échelle.¹⁰⁷

La violence sexuelle illustre bien la continuité des conséquences de la guerre dans le contexte post-conflit.¹⁰⁸ En effet, les femmes sont plus vulnérables à différents types de violence dans le contexte post-conflit, dont la violence sexuelle et domestique.¹⁰⁹ Dans certaines situations, les taux de violence conjugale et sexuelle sont même plus élevés qu'ils ne l'étaient dans le contexte préconflit.¹¹⁰ De plus, en raison des tabous entourant les violences sexuelles vécues par les femmes au cours des conflits, nombreuses sont celles qui se voient rejetées par leur famille et marginalisées par leur communauté lorsque la paix est restaurée.¹¹¹

Pour toutes ces raisons, la conception « négative » de la paix, qui sous-entend le passage du contexte de guerre à celui de paix dès la fin des hostilités, fait envisager la paix d'un point de vue fondamentalement masculin, puisqu'elle ne prend pas en considération ce continuum de violence qui empêche les femmes de profiter pleinement du contexte de paix post-conflit.

¹⁰³ Wendy Lambourne et Vivianna Rodriguez Carreon, *supra* note 79 à la p 73.

¹⁰⁴ Christine Chinkin et Hilary Charlesworth, *supra* note 44 à la p 941.

¹⁰⁵ Patricia Hynes, *supra* note 8 à la p 431.

¹⁰⁶ Ann Tickner, *supra* note 102 à la p 17.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 5.

¹⁰⁹ Aili Mari Tripp, Myra Marx Ferree et Christina Ewig, *Gender, Violence and Human Security : Critical Feminist Perspectives*, New York, New York University Press, 2013 à la p 15.

¹¹⁰ Patricia Hynes, *supra* note 8 à la p 438.

¹¹¹ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 40.

1.3.2 La paix positive : violence structurelle et agentivité

Il se révèle dès lors indispensable de repenser le concept de la paix en vue d'y intégrer une perspective genrée.¹¹² Redéfinir la paix à travers un gender lens permet d'aller au-delà du concept de « paix négative » de Galtung et de considérer plutôt la définition de « paix positive ».¹¹³ Cette conception de la paix exige que tous les types de violence qui contribuent à créer des rapports de pouvoir pouvant mener au déclenchement de futurs conflits soient éliminés.¹¹⁴ Alors que Galtung n'envisageait pas la question du genre dans sa recherche, cette approche a ouvert la porte à l'intégration du genre, par les féministes, dans l'analyse du concept de « paix positive ».¹¹⁵ L'idée de « paix positive » a donc été reprise par les chercheuses féministes afin de conceptualiser la paix de manière sexospécifique.¹¹⁶ Je présenterai les deux visions clés concernant la paix étudiée à travers un gender lens : la paix dans une vision structurelle à long terme et la paix « bottom-up » liée à l'agentivité des femmes.

1.3.2.1 Vision à long terme de la paix : reconnaissance de la violence structurelle

Les répercussions à court terme de la guerre sur les femmes ne sont pas les seuls obstacles à la paix auxquels elles font face. Au contraire, de nombreuses autrices féministes estiment que ce sont surtout les conséquences plus subtiles, ressenties à long terme, qui empêchent les femmes de bénéficier du contexte de paix.¹¹⁷ Cette situation est notamment due à la violence structurelle genrée qui perdure dans le contexte post-conflit.

Le concept de la violence structurelle a d'abord été introduit par Galtung afin de justifier la nécessité d'envisager la paix selon une vision « positive ». D'après lui, « le conflit est bien plus que ce qui se présente à l'œil nu comme un "problème", une violence directe. Il y a aussi la violence figée dans les structures, et la culture qui légitime la violence. »¹¹⁸ La violence continue donc d'exister lorsque le développement potentiel d'un individu ou d'un groupe est limité en raison des

¹¹² Falquet, Jules-France, « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions à partir du cas salvadorien » (1996) 18 : 3-4 *Nouvelles questions féministes* 129 à la p 156.

¹¹³ Johan Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research », *supra* note 97 aux pp 184-186.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 4.

¹¹⁶ *Ibid* à la p 1.

¹¹⁷ *Ibid* à la p 4.

¹¹⁸ Johan Galtung, *Peace by Peaceful Means: Peace and Conflict, Development and Civilization*, Londres, Sage Publications, 1996 à la p viii.

conditions structurelles, plus particulièrement lorsqu'il existe un déséquilibre dans la répartition du pouvoir et des ressources.¹¹⁹ C'est précisément le cas des violences genrées, qui sont pourtant peu étudiées dans la recherche sur la paix.¹²⁰

Le patriarcat et les relations genrées qui en découlent sont des formes importantes de violence structurelle.¹²¹ À ce sujet, les autrices Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic soutiennent que la paix et le patriarcat sont antithétiques par définition.¹²² Les inégalités genrées, dans toutes leurs manifestations, constituent une forme de violence, peu importe à quel point elles sont normalisées ou rendues invisibles.¹²³ En ce sens, pour certaines autrices féministes comme Cynthia Enloe, une théorisation féministe de la paix requiert une compréhension approfondie des structures patriarcales et de leurs répercussions sur les institutions qui encadrent la guerre et la paix.¹²⁴

À ce sujet, les processus et les structures entourant la reconstruction de la paix et les mécanismes de justice transitionnelle restent profondément patriarcaux. En effet, les processus qui entourent les mécanismes de justice transitionnelle sont habituellement négociés par les États, les groupes armés et des médiateurs internationaux qui sont en majorité de sexe masculin.¹²⁵ Cette situation est attribuable au fait que, comme la guerre, la table de négociation de la paix est structurée autour d'une logique de force.¹²⁶ « L'admission dans le groupe de personnes présentes autour de la table est basée sur le fait de posséder des armes et de pouvoir gâcher le processus, tandis que la participation des acteurs non armés (femmes) est à la discrétion des détenteurs d'armes (hommes) ». ¹²⁷ [Notre traduction]

¹¹⁹ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 30.

¹²⁰ Ann Tickner, *supra* note 102 à la p 18.

¹²¹ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 4.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Cynthia Enloe, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, Berkeley, University of California Press, 2014.

¹²⁵ Christine Bell et Catherine O'Rourke, *supra* note 38 à la p 25.

¹²⁶ Andra Scheiker, « The UN and Women's marginalization in peace negotiations » (2021) 97 : 4 Intl Aff 1165 à la p 1181.

¹²⁷ *Ibid.*

Les processus de négociation de paix sont donc profondément genrés puisque la décision des enjeux primordiaux, comme la division du pouvoir politique, la répartition du territoire, les arrangements institutionnels, etc., est intimement liée aux préoccupations des acteurs masculins.¹²⁸ Les problématiques sous-jacentes, telles que la discrimination, la domination, les enjeux socio-économiques, plus particulièrement en ce qui concerne les femmes, sont rarement traitées dans le cadre des négociations.¹²⁹

De plus, certaines des répercussions des structures masculines de la guerre, comme les violences sexuelles envers les femmes, sont perçues comme relevant de la vie privée, et ne sont donc pas envisagées par les États comme constituant une menace à la reconstruction de la paix. Ainsi, les programmes de réintégration et d'aide aux combattants et aux victimes de conflit, comme les programmes de démobilisation et de désarmement à l'intention des ex-combattants, les services d'aide psychologique destinés aux victimes et les programmes d'emploi pour les ex-combattants, excluent très souvent les femmes.¹³⁰

En raison de toutes ces conditions de la reconstruction de la paix et de la justice transitionnelle, il est possible de reproduire les structures patriarcales dans les institutions des sociétés post-conflit.¹³¹ Cette situation a des répercussions violentes sur la vie des femmes. D'abord, le pouvoir étatique demeure entre les mains des hommes, et la participation des femmes aux nouvelles institutions politiques, économiques et sociales reste faible.¹³² Ensuite, la faible représentation des femmes au sein des instances politiques et juridiques nuit aussi au développement des droits économiques et sociaux des femmes.

En effet, même s'il existe des différences socioéconomiques entre les femmes de différents statut, race, nationalité et région géographiques, les femmes se situent en général au bas de l'échelle économique dans la majorité des sociétés post-conflit.¹³³ Globalement, seulement une femme sur

¹²⁸ Christine Bell et Catherine O'Rourke, *supra* note 38 à la p 25.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ Christine Chinkin et Hilary Charlesworth, *supra* note 44 à la p 947.

¹³¹ Aili Mari Tripp, Myra Marx Ferree et Christina Ewig, *supra* note 109 à la p 16.

¹³² Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 42.

¹³³ Ann Tickner, *supra* note 102 à la p 18.

deux détient un emploi rémunéré, comparativement à trois hommes sur quatre.¹³⁴ De plus, les femmes effectuent trois fois plus de travail non rémunéré que les hommes.¹³⁵ Pour cette raison, de nombreuses féministes estiment que la sécurité socioéconomique des femmes constitue un élément primordial à l'instauration de la paix en ce qui concerne celles-ci,¹³⁶ la situation économique reflétant aussi le contrôle que peuvent exercer les femmes sur leur propre vie.¹³⁷ L'instauration d'un contexte de paix pour les femmes doit donc prendre en compte les structures qui contribuent à la féminisation de la pauvreté. La paix pour les femmes passe aussi par l'abolition de la pauvreté et des conditions qui en permettent la perpétuation.¹³⁸

L'introduction d'une perspective féministe dans les études sur la paix permet donc de faire obstacle à l'adoption de solutions essentiellement masculines en vue de l'instauration de la paix et de s'attaquer à la violence structurelle existante avant qu'elle n'entraîne de nouveaux conflits.¹³⁹

1.3.2.2 L'envers de la paix : la méthode « bottom-up »

Comme Galtung met l'accent sur la violence structurelle dans sa définition de la « paix positive », peu d'attention est accordée aux agents de paix.¹⁴⁰ En effet, l'adoption d'une vision strictement structurelle de la paix fait en sorte de situer l'analyse genrée au niveau macro centré sur l'État et supprime l'agentivité des sujets ainsi que les multiples versions de la paix qui peuvent exister pour ces sujets.¹⁴¹

De nombreuses chercheuses féministes critiquent l'utilisation d'une approche uniquement structurelle pour redéfinir la paix de façon sexospécifique, en soutenant qu'envisager la paix descendante ne permet pas de tenir compte de la diversité des contextes dans lesquels se reconstruit la paix.¹⁴² En réponse à cette critique, une nouvelle méthode d'analyse genrée de la paix a été

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 5.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Aili Mari Tripp, Myra Marx Ferree et Christina Ewig, *supra* note 109 à la p 10.

¹⁴⁰ Maija Laukka, *supra* note 2 à la p 34.

¹⁴¹ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 5.

¹⁴² *Ibid* à la p 2.

élaborée : la méthode « bottom-up », qui renverse la vision de haut en bas afin de la replacer au niveau micro, soit dans la vie quotidienne des femmes.¹⁴³ Selon J. Ann Tickner :

« Alors que les études conventionnelles sur la sécurité ont eu tendance à examiner les causes et les conséquences des guerres d'un point de vue descendant, ou structurel, les féministes ont généralement adopté une approche ascendante, analysant l'impact de la guerre au niveau micro. Ce faisant, tout en adoptant le genre comme catégorie d'analyse, les féministes pensent pouvoir nous apprendre quelque chose de nouveau sur les causes de la guerre, qui fait défaut dans les perspectives conventionnelles et critiques. En croisant ce que de nombreuses féministes considèrent comme des niveaux d'analyse mutuellement constitutifs, nous parvenons à mieux comprendre la relation entre toutes les formes de violence et la mesure dans laquelle les relations sociales injustes, y compris les hiérarchies de genre, contribuent à l'insécurité, au sens large du terme. »¹⁴⁴ [Notre traduction]

Ainsi en observant la paix au niveau micro, l'agentivité des femmes dans la façon dont elles créent la paix et instaurent des changements dans leur communauté est rendue visible.

Effectivement, les femmes sont souvent des agentes de la paix. Même si elles ne participent pas fréquemment aux processus officiels de reconstruction de la paix et de justice transitionnelle¹⁴⁵, elles ont une agentivité dans leur propre vie qui leur permet de construire une paix ancrée dans le quotidien et qui reconnaît les causes et les injustices du conflit.¹⁴⁶ Par exemple, les femmes ont une position unique lorsqu'il est question de la prévention des conflits futurs.¹⁴⁷ Elles jouent un rôle crucial dans la détection des changements de dynamique au niveau micro qui peuvent indiquer les premiers signes d'un conflit.¹⁴⁸ En effet, le début des conflits s'accompagne généralement d'une augmentation de la violence domestique envers les femmes.¹⁴⁹ Les discours militaires qui vont de pair avec le déclenchement des conflits renforcent aussi généralement des idéologies patriarcales importantes qui creusent l'écart entre les rôles genrés des hommes et des femmes dans la société.¹⁵⁰ Les hommes sont appelés à se battre alors que les femmes sont chargées de s'occuper de la maison

¹⁴³ *Ibid* à la p 4.

¹⁴⁴ J. Ann Tickner, *Gendering World Politics: Issues and Approaches in the Post-cold War Era*, New York, Columbia University Press, 2011 aux pp 48-49.

¹⁴⁵ Soumita Basu, Paul Kirby and Laura J. Shepherd, *supra* note 17 à la p 9.

¹⁴⁶ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 5.

¹⁴⁷ Jocelyn Trainer, *supra* note 15 à la p 25.

¹⁴⁸ *Ibid*.

¹⁴⁹ Cynthia Cockburn, *supra* note 5 à la p 32.

¹⁵⁰ *Ibid*.

et des enfants.¹⁵¹ Pour cette raison, l'ancienne représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy, soutient que les méthodes de prévention des conflits futurs sont améliorées lorsque les intervenants collaborent directement avec les femmes et qu'ils tirent profit de leurs connaissances.¹⁵² De plus, la professeure en études féministes à l'Université George Washington, Aisling Swaine, estime que « Sans analyse de genre, la prévention des conflits et les systèmes d'alerte précoce ne permettent pas de reconnaître que les changements dans les normes et les comportements de genre sont des indicateurs critiques de l'éclatement d'un conflit violent. »¹⁵³ [Notre traduction]

Ainsi, le fait d'assurer la visibilité de l'agentivité des femmes dans la reconstruction de la paix permet de parvenir à une compréhension multidimensionnelle de la paix.¹⁵⁴ De plus, grâce à cette approche « bottom-up », il est possible d'aller observer certains sujets qui se trouvent en marge de la société et qui sont souvent exclus des processus officiels, mais dont les réalités sont tout aussi importantes en vue de l'établissement d'une paix durable.¹⁵⁵

1.4 Méthodologie

Maintenant que le cadre théorique du travail a été défini et que nous avons fait un survol des visions clés concernant la paix étudiée à travers un gender lens, il s'agit d'appliquer ce cadre à la seconde partie du travail afin de répondre à la question de recherche. Pour ce faire, nous évaluerons la façon dont une approche de gender lens appliquée à la paix a été intégrée à la CVR en Sierra Leone (CVRSL).

Le choix de la stratégie de sélection de la CVR a comporté trois étapes. Tout d'abord, j'ai eu recours à de nombreux critères pour limiter le nombre de CVR compatibles avec l'objectif de la présente recherche. Comme celle-ci porte sur la mise en œuvre des CVR dans le cadre des processus de justice transitionnelle et de reconstruction de la paix, j'ai choisi d'utiliser une CVR mise sur pied assez rapidement après la fin d'un conflit armé, plutôt qu'une CVR chargée de traiter des abus et

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² Jocelyn Trainer, *supra* note 15 à la p 26.

¹⁵³ Aisling Swaine, « Women, Peace, and Security » dans Paul D. Williams et Matt McDonald, dir, *Security Studies : An Introduction*, Londres, Routledge, 2018, 516 à la p 518.

¹⁵⁴ Annika Björkdahl et Johanna Mannergren Selimovic, *supra* note 12 à la p 5.

¹⁵⁵ *Ibid.*

des violations survenues dans un passé plus lointain, comme cela a été le cas de la CVR canadienne. Ensuite, j'ai voulu sélectionner une CVR créée avant 2005, afin d'être en mesure d'évaluer les effets à long terme de cette CVR sur la reconstruction de la paix. En effet, comme le travail des CVR dure quelques mois et parfois même quelques années, il est normal que la mise en oeuvre des recommandations et des réparations proposées dans le rapport final exige quelques années supplémentaires.¹⁵⁶ Ainsi, pour pouvoir observer les effets du travail de la CVR à long terme, il est nécessaire qu'il se soit écoulé au moins 15 ans après le début de ses activités.¹⁵⁷ Enfin, le choix de la CVR a aussi été effectué en fonction de la mesure dans laquelle la Commission a intégré une approche féministe et un *gender lens*. La CVR en Sierra Leone est reconnue comme l'une des CVR les plus progressistes et les plus féministes à avoir été mises en oeuvre.¹⁵⁸ Entre autres, elle a été saluée non seulement pour avoir accordé de l'attention aux violences sexuelles vécues par les femmes, mais aussi pour avoir reconnu le contexte patriarcal généralisé qui a permis la perpétration massive de violences sexuelles au cours du conflit.¹⁵⁹

La seconde section du travail, de nature empirique, sera structurée comme suit. Je commencerai l'analyse par un bref historique du conflit et des processus ayant mené à la mise en oeuvre de la CVRSL. Il s'agira ensuite d'analyser quatre étapes clés de la mise en oeuvre des CVR, soit : 1) le mandat et la composition de la CVR, 2) l'exécution du mandat au moyen de témoignages, 3) la publication du rapport final et les recommandations de la CVR, et 4) l'application des recommandations et les répercussions de celles-ci sur les femmes dans la société post-conflit. Pour chacune de ces étapes, je me servirai de quelques critères pour déterminer si la CVR en Sierra Leone a réussi à répondre aux besoins des femmes en termes de paix. Ces critères sont liés aux visions de la paix différentes qui ont été définies par les féministes dans la recherche sur le sujet, telles qu'elles ont été présentées dans la section précédente. Ainsi, il s'agira de déterminer si la CVR a 1) assuré la participation des femmes à chaque étape, 2) adopté le genre comme point central de son analyse afin de reconnaître la multitude de réalités vécues au cours du conflit, 3) reconnu et traité les violences structurelles subies par les femmes à court et à long terme, 4) intégré une

¹⁵⁶ Masumi Honda, « Assessing the impact of gender sensitive truth commissions : Comparative analysis of South Africa and Sierra Leone » Mémoire de maîtrise, Uppsala, Université d'Uppsala, 2019, à la p 18.

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid* à la p 40.

¹⁵⁹ *Ibid.*

perspective micro (bottom-up) permettant de définir les besoins genrés en matière de paix selon les réalités locales, et 5) offert des réparations concrètes permettant de répondre aux besoins des femmes en matière de paix. Ces critères serviront à évaluer le succès de la CVR sierra-léonaise en ce qui a trait à la reconstruction d'une paix intégrant une vision genrée.

Le présent travail est essentiellement qualitatif; il se basera donc surtout sur des sources secondaires. La littérature utilisée comprendra principalement des monographies, des articles scientifiques, des rapports d'ONG et d'organisations internationales et des entrevues. Il sera ainsi possible de rassembler les conclusions d'un large éventail de chercheurs ayant effectué des recherches sur le terrain et d'obtenir par le fait même des témoignages d'acteurs locaux, dont des femmes. Comme le rapport final de la CVRSL comprend trois volumes de 1 500 pages et 3 500 pages d'appendices, il n'était pas réaliste, dans le cadre du présent travail, d'envisager une analyse intégrale du document. Par conséquent, seulement certaines sections du rapport, dont le sommaire exécutif des conclusions et des recommandations, ont été utilisées.

CHAPITRE 2 : LA CVR SIERRA-LÉONAISE : VERS UNE PAIX GENRÉE ?

Cette section du travail appliquera le cadre théorique présenté dans la section précédente à la recherche empirique afin de tenter de répondre à la question de recherche et tester l'hypothèse de ce travail. En utilisant la recherche préexistante sur la CVR en Sierra Leone et des témoignages de femmes sierra-léonaises, il sera possible d'analyser la manière dont un gender lense a été appliqué à la CVR et ses impacts sur les femmes et leurs besoins en matière de reconstruction de la paix.

2.1 Aperçu du conflit et accord de paix

Tout au long des 11 années de conflit en Sierra Leone, petit pays ayant une population d'environ 4,5 millions d'habitants qui est situé au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest, le monde entier a regardé avec horreur se dérouler l'une des guerres civiles les plus sanglantes de la décennie. Ce conflit a particulièrement marqué l'humanité en raison de sa très longue durée ainsi que des actes de cruauté dont il a été le théâtre. « Les pires atrocités commises pendant la guerre ont ciblé la population civile. La guerre a été caractérisée par les attaques sur les citoyens non armés et impuissants ¹⁶⁰ ». Le contexte dans lequel est survenue la crise en Sierra Leone est de nature extrêmement complexe. À l'origine, des facteurs historiques, politiques, socioéconomiques et régionaux ont contribué à la transformation du conflit local en guerre civile et en anarchie.¹⁶¹ En raison du régime politique en place avant l'escalade du conflit sierra-léonais, on a assisté à l'effondrement de l'économie, à la violation des droits fondamentaux et à la montée des inégalités sociales et de genre. Ainsi, le groupe de rebelles appelé Revolutionary United Front (RUF) « a pu exploiter le mécontentement général » pour recruter des membres et faire augmenter les tensions entre le gouvernement et la population.¹⁶² La guerre peut donc être perçue comme la culmination d'un système défaillant.

La guerre civile en Sierra Leone débute officiellement le 23 mars 1991, lorsque le RUF essaie de faire tomber le gouvernement du président Momoh lors d'une première tentative de coup d'État.

¹⁶⁰ Stephen-Michael Nemeth, « La guerre civile en Sierra Leone de 1991 à 2002 », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2012, à la p 21.

¹⁶¹ Jean-Marc Châtaigner, *L'ONU dans la crise en Sierra Leone : les méandres d'une négociation*, Paris, CEAN-Karthala, 2005 à la p 26.

¹⁶² Gearoid Millar, « Local Evaluations of Justice through Truth Telling in Sierra Leone : Postwar Needs and Transitional Justice » (2011) 12 : 1 Hum Rts Rev 515 à la p 518.

Quand les attaques du RUF commencent, la gravité de la situation n'est pas bien évaluée, et peu de gens prennent ce mouvement au sérieux.¹⁶³ Bien des atrocités seront commises par le RUF et les forces armées du pays avant que la situation n'alarme la communauté internationale.

C'est par suite de la victoire du RUF dans l'ensemble des districts du Sud et de l'Est du pays en 1995 que les communautés régionale et internationale se préoccupent pour la première fois de la situation.¹⁶⁴ En effet, cette victoire est particulièrement importante puisqu'elle donne au RUF le contrôle sur des villes financières importantes de la Sierra Leone.¹⁶⁵ La menace étant devenue bien trop importante, le gouvernement sierra-léonais fait appel à des forces mercenaires extérieures pour combattre le RUF.¹⁶⁶ Divers groupes viendront en aide à l'armée sierra-léonaise : tout d'abord, des mercenaires comme les Executive Outcomes, les Sandlines International et les Gurkhas, puis des troupes de l'Economic Community of West African States Monitoring Group (ECOMOG).¹⁶⁷ Deux missions de l'ONU seront par la suite menées dans le pays. Peu de temps après, le 7 juillet 1999, l'Accord de paix de Lomé sera conclu entre le gouvernement sierra-léonais et les forces du RUF.¹⁶⁸ L'Accord prévoit les trois mécanismes de reconstruction de la paix suivants : 1) un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), 2) un tribunal spécial pour la Sierra Leone et 3) une commission de vérité et réconciliation.¹⁶⁹

Toutefois, l'Accord comprend une clause selon laquelle l'amnistie ne s'appliquera pas aux personnes ayant commis des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou toute autre violation du droit international humanitaire.¹⁷⁰ En raison de cette clause,

¹⁶³ Ibrahim Abdullah, « Bush path to destruction: the origin and character of the Revolutionary United Front/Sierra Leone » (1998) 36 : 2 Jour Mod Afri Stud 203 à la p 203.

¹⁶⁴ Mohamed Kanja Sessay, « La gouvernance sans État : une étude de cas sur les territoires contrôlés par le front révolutionnaire uni en Sierra Leone » Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2013 à la p 70.

¹⁶⁵ William A Schabas, « A Synergistic Relationship: the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone » (2004) 15 : 3 Crim LF 3 à la p 3.

¹⁶⁶ Mohamed Kanja Sessay, *supra* note 164 à la p 70.

¹⁶⁷ *Ibid* à la p 72.

¹⁶⁸ Nathalie Pierce, « Picking up the Pieces : Truth and Justice in Sierra Leone » (2008) 6 : 1 NZJPIIL 117 à la p 121.

¹⁶⁹ Victor Asiedu et Maria Berghs, « Limitations of Individualistic Peacebuilding in Postwar Sierra Leone » (2012) 2 : 1 Afr Conflict & Peacebuilding Rev 136.

¹⁷⁰ Nathalie Pierce, *supra* note 168 à la p 121.

l'Accord de Lomé tombe vite à l'eau, et les rebelles, qui procédaient au désarmement, reprennent les armes et se dirigent de nouveau vers Freetown.¹⁷¹

Le conflit se prolonge pendant deux ans et exige encore l'intervention d'acteurs externes, comme la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) ainsi que les forces militaires britanniques et guinéennes. Grâce à ces interventions, il prend officiellement fin le 18 janvier 2002.¹⁷²

Le conflit a été marqué par du pillage, la destruction de propriétés et de villes, des mutilations et amputations systématiques, de la torture, des violences sexuelles, des meurtres et le recrutement d'enfants soldats dans les groupes rebelles.¹⁷³ Le conflit a entraîné la mort de 75 000 à 100 000 personnes¹⁷⁴ et le déplacement de plus de 1,3 million d'individus.¹⁷⁵

Les femmes et les filles ont été particulièrement visées par certaines violences au cours du conflit. En effet, des milliers de femmes ont été violées, forcées à l'esclavage sexuel, mutilées, torturées et enlevées de leur maison et de leur village, tant par les forces rebelles que par les forces de l'État.¹⁷⁶ Selon l'organisation Human Rights Watch, toutes les parties au conflit, dont le RUF, l'armée sierra-léonaise et les Civil Defense Forces (CDF), mais aussi des membres de l'ECOMOG et des Casques bleus participant à la MINUSIL ont commis des violations contre les femmes.¹⁷⁷ Au final, on estime qu'environ 275 000 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles pendant le conflit, ce qui représente 33 % de la population féminine totale du pays.¹⁷⁸ À la fin du conflit, le pays est dévasté, et la population, particulièrement les femmes, se retrouve sans ressources ni

¹⁷¹ John Perry et T. Debey Sayndee, *African Truth Commissions and Transitional Justice*, Washington, Lexington Books, 2015 à la p 31.

¹⁷² *Ibid* à la p 27.

¹⁷³ Abigail Gyimah, *Gender and Transitional justice in West Africa : The cases of Ghana and Sierra Leone*, African Leadership centre research report, 2009, en ligne : African Leadership Center < <https://www.africanleadershipcentre.org/attachments/article/43/ALC%20Report%20No.%204%20Gyimah.pdf> > à la p 31.

¹⁷⁴ Binaifer Nowrojee, « Making the Invisible War Crime Visible: Post-Conflict Justice for Sierra Leone Rape Victims » (2005) 18 : 1 Harv Hum Rts J à la p 86.

¹⁷⁵ Gearoid Millar, *supra* note 162 à la p 518.

¹⁷⁶ Binaifer Nowrojee, *supra* note 174 à la p 86.

¹⁷⁷ Lyn S. Graybill, « Partial justice and reconciliation for Sierra Leone women but reparations and reform remain elusive » (2011) 32 : 1 Conflicts and Change 101 à la p 102.

¹⁷⁸ Sarah Williams et Jasmine Opdam, « The unrealised potential for transformative reparations for sexual and gender-based violence in Sierra Leone » (2017) 21 : 9 Intl J Hum Rts 1281 à la p 1281.

recours, puisque les structures sociales, politiques et judiciaires ont été gravement détériorées par la guerre.¹⁷⁹

2.2. Mandat et composition

La Commission de vérité et réconciliation de la Sierra Leone (CVRSL) tire son origine de l'Accord de Lomé du 7 juillet 1999.¹⁸⁰ En effet, l'Accord indiquait la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle afin de favoriser la transition vers la paix.¹⁸¹ C'est en vertu de l'article XXVI de l'Accord qu'a été établie la CVRSL, censée commencer ses activités 90 jours après la signature de l'Accord.¹⁸² En 2000, la création de la CVRSL est ensuite réitérée dans le cadre de la législation nationale, au moyen de la *Truth and Reconciliation Commission Act (TRC Act)*.¹⁸³ Toutefois, la reprise des hostilités de 1999 à 2002 a retardé la mise sur pied de ce mécanisme jusqu'après le règlement du conflit en 2002.¹⁸⁴ De plus, malgré cette initiative, seulement deux femmes ont participé aux négociations ayant mené à la signature de l'Accord de Lomé, ce qui a eu comme conséquence de grandement limiter la façon dont les mécanismes de justice transitionnelle ont été conçus dans l'Accord.¹⁸⁵

Lorsque la CVRSL a enfin été mise en œuvre après les élections de 2002, son mandat a été défini dans le paragraphe 6(1) de la *TRC Act*, avec l'objectif suivant :

« *[To create] an impartial, historical record of violations and abuses suffered [...] to address impunity, to respond to the needs of victims, to promote healing and reconciliation and to prevent a repetition of the violations and abuses suffered.* »¹⁸⁶

¹⁷⁹ Abigail Gyimah, *supra* note 173 à la p 37.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 139.

¹⁸² NUCS, *Accord de paix entre le gouvernement de la République de Sierra Leone et le Front révolutionnaire uni de Sierra Leone*, Doc NU S/1999/777, juillet 1999.

¹⁸³ Nathalie Pierce, *supra* note 168 à la p 124.

¹⁸⁴ William A Schabas, « The Relationship Between Truth Commissions and International Courts: The Case of Sierra Leone » (2003) 11 : 145 UC Davis J Intl L & Pol'y 1035 à la p 1035.

¹⁸⁵ Jamesina King, « Gender and Reparations in Sierra Leone : the Wounds of War Remain Open » dans Ruth Rubio-Marin, dir, *What Happened to the Women? Gender and Reparations for Human Rights Violations*, New York, Social Science Research Council, 2006, 246 à la p 253.

¹⁸⁶ Tim Kelsall, « Truth, Lies, Ritual: Preliminary Reflections on the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone » (2005) 27 : 1 Hum Rts Q 361 à la p 362. « [Créer] un registre historique impartial des violations et des abus subis [...] pour lutter contre l'impunité, répondre aux besoins des victimes, promouvoir la guérison et la réconciliation et empêcher que les violations et les abus ne se reproduisent. » [Notre traduction]

Même si le mandat ne mentionnait pas précisément les femmes, il exigeait toutefois que la CVRSL accorde une attention particulière aux victimes de violence sexuelle.¹⁸⁷ En effet, il était indiqué dans le mandat que la CVRSL devait : «*address impunity, to respond to the needs of victims, to promote healing and reconciliation [. . .] giving special attention to the subject of sexual abuses and to the experiences of children within the armed conflict*». ¹⁸⁸ En raison du nombre très élevé de femmes et de filles victimes de violences sexuelles durant le conflit, la CVRSL a interprété cette partie du mandat comme étant l'obligation de se pencher particulièrement sur les expériences des femmes et des filles en ce qui concerne la violence sexuelle, « ainsi que sur leurs expériences sexospécifiques complètes aux niveaux politique, juridique, sanitaire et social. »¹⁸⁹ De plus, la CVRSL était tenue par son mandat d'enquêter sur les antécédents politiques et structurels ayant engendré le conflit.¹⁹⁰ La Commission avait comme objectif de déterminer pour quelles raisons ces actes d'extrême violence avaient été perpétrés contre les femmes au cours du conflit ainsi que les facteurs qui ont initialement fait des femmes des cibles vulnérables.¹⁹¹ Même si l'intégration de cette analyse structurelle satisfait à l'un des critères importants d'une approche de gender lens, la façon dont les expériences des femmes sont mentionnées dans le mandat reste encore très restrictive. En effet, en polarisant l'expérience des femmes pendant la guerre sur leur état de victimes de violence sexuelle, on perpétue une vision monolithique des femmes et on contribue à effacer certaines réalités. Cet état des choses aura d'ailleurs des répercussions plus tard sur le travail de la CVRSL ainsi qu'au moment de formuler des recommandations permettant de répondre aux besoins des femmes dans le cadre de la reconstruction de la paix.

Malgré cette définition restreinte de l'expérience des femmes qui est donnée dans le mandat, la CVRSL a déployé des efforts de changement, en réponse à la critique des féministes concernant la participation des femmes à la création des mécanismes de justice transitionnelle. Même si la

¹⁸⁷ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 32.

¹⁸⁸ *Accord de paix*, *supra* note 182 à l'article XXVI. « lutter contre l'impunité, répondre aux besoins des victimes, promouvoir la guérison et la réconciliation [...] en accordant une attention particulière à la question des abus sexuels et à l'expérience des enfants dans le cadre du conflit armé. » Notre traduction]

¹⁸⁹ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 3B*, 2004, en ligne : SierraLeoneTRC <<https://www.sierraleonetr.com/index.php/view-the-final-report/download-table-of-contents>> aux pp 86-87.

¹⁹⁰ Myriam Denov, « Wartime Sexual Violence: Assessing a Human Security Response to War-Affected Girls in Sierra Leone » (2006) 37 : 3 Security Dialogue 319 à la p 332.

¹⁹¹ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 3B*, *supra* note 189 à la p 87.

population n'a pas participé au processus de création de la CVRSL, la *Women's Task Force*, organisation qui chapeaute les ONG et les groupes locaux travaillant à la défense des droits des femmes, a été la porte-parole des femmes lors des consultations en vue de la mise en œuvre de la Commission.¹⁹² C'est principalement grâce à la *Women's Task Force* et aux femmes de l'endroit qui y travaillaient que la participation des femmes a été assurée tout au long du processus. Ainsi, constatant que le panel de commissaires formé par le gouvernement ne comprenait pas de femmes,¹⁹³ la *Women's Task Force* a lancé une pétition, pour laquelle elle a obtenu plus de 100 signatures, en insistant sur la nécessité d'avoir un équilibre des sexes parmi le personnel embauché par la Commission.¹⁹⁴ C'est grâce à ce lobbying que la sélection des commissaires a été modifiée.¹⁹⁵

Les pressions exercées ont donc mené à la modification du mandat afin de garantir l'inclusion de commissaires femmes.¹⁹⁶ En fin de compte, trois des sept commissaires choisis étaient de sexe féminin. Il s'agissait de Laura Marcus-Jones (de Sierra Leone), de Yasmin Sooka (d'Afrique du Sud) et de Satang Jow (de Gambie).¹⁹⁷ Chacune d'elles avait déjà travaillé dans le domaine de la justice transitionnelle.¹⁹⁸ La Commission s'est aussi efforcée d'embaucher des femmes au sein du groupe de hauts fonctionnaires et elle s'est assurée que 40 % des personnes chargées de recueillir les témoignages étaient des femmes.¹⁹⁹

De plus, tous les commissaires ont reçu des formations auprès d'organisations internationales, nationales et locales. Plus précisément, la CVRSL a accordé des contrats à l'UNIFEM (maintenant ONU Femmes), à la *Coalition on Women's Human Rights in Conflict Situations* et à l'*Urgent Action Fund*, pour former l'ensemble des membres du personnel et des commissaires relativement aux enjeux liés aux femmes et aux violences sexuelles dans les conflits armés.²⁰⁰ Les membres du

¹⁹² Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, « Understanding the extent to which truth commissions are gender sensitive and promote women's issues: comparing and contrasting these truth commission roles in south Africa, Guatemala, Peru, Sierra Leone and Liberia » (2019) 50 : 1 Georgetown J Intl L 465 à la p 496.

¹⁹³ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 256.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 107.

¹⁹⁶ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 496.

¹⁹⁷ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1287.

¹⁹⁸ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 497.

¹⁹⁹ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 3B*, *supra* note 189 à la p 41.

²⁰⁰ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 497.

personnel ont appris en outre comment aborder des femmes victimes de violence sexuelle et comment réagir adéquatement pendant les témoignages de ces femmes.²⁰¹ Toutefois, si l'intégration de femmes au groupe des commissaires et au personnel de la CVRSL et les formations à l'intention des employés sur les violences sexuelles constituent des éléments essentiels, il est évident que ces mesures ne suffisaient pas à faire en sorte que le genre ne devienne pas invisible dans les étapes ultérieures des travaux de la Commission.²⁰² Comme de nombreuses féministes l'ont déjà observé dans les mécanismes de reconstruction de la paix, l'intégration des femmes dans les processus ne garantit pas nécessairement une meilleure prise en compte du genre dans les travaux des CVR.²⁰³

Afin d'assurer la participation des femmes non seulement en tant que membres du personnel, mais aussi en tant que témoins, la CVRSL a organisé une vaste campagne médiatique avec l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).²⁰⁴ La campagne visait à éduquer la population sur le mandat, le rôle, les étapes des travaux d'une CVR, les moments où la population peut participer à ces travaux ainsi que la différence entre la Commission et les autres mécanismes de justice transitionnelle, comme le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et le DDR.²⁰⁵ Toutefois, cette campagne n'a pas eu les effets escomptés et n'a pas permis de bien faire comprendre aux populations locales le rôle et les procédures de la CVR.²⁰⁶ Elle visait essentiellement les victimes et les auteurs de violence.²⁰⁷ Sans tenir compte de la nature diverse des expériences vécues par différents groupes au cours du conflit, on a encouragé les membres de la population à venir participer à la Commission, en fonction de la catégorie, « victime » ou « auteur de crimes », à laquelle ils appartenaient.²⁰⁸ Les enfants soldats, par exemple, étaient considérés comme des victimes, bien que beaucoup d'entre eux aient rejoint volontairement les rangs du RUF.²⁰⁹ Les personnes amputées et blessées pendant le conflit étaient elles aussi considérées comme des victimes, même si certaines d'entre elles avaient commis des atrocités

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² Abigail Gyimah, *supra* note 173 à la p 39.

²⁰³ *Ibid* à la p 39.

²⁰⁴ *Ibid* à la p 33.

²⁰⁵ Gearoid Millar, *supra* note 162 à la p 519.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 140.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ *Ibid.*

durant la guerre.²¹⁰En fin de compte, beaucoup d'individus avaient de la difficulté à s'identifier à l'une des catégories établies par la CVRSL. De nombreux auteurs de crimes craignaient des représailles, et bien des victimes pensaient que la Commission pouvait offrir des réparations.²¹¹ Ces malentendus ont eu de sérieuses répercussions sur les étapes suivantes des travaux de la CVRSL.

Un grand nombre de facteurs expliquent pourquoi la population n'arrivait pas à s'identifier aux catégories très générales qu'avait établies la CVRSL. L'une des raisons tient au fait que la communauté internationale a grandement contribué à la mise en œuvre de cette commission. En effet, les violences commises par le groupe rebelle (RUF) à l'égard des femmes ont fait l'objet d'une importante médiatisation au cours du conflit.²¹² Ces violations massives ne pouvant pas être ignorées longtemps, la communauté internationale s'est impliquée de manière très concrète dans les processus de reconstruction de la paix en Sierra Leone. En raison du récent intérêt manifesté par la communauté internationale à l'égard des questions du genre et des violences sexuelles²¹³, ces enjeux ont été intégrés au mandat de la CVRSL. Toutefois, la façon dont le genre a été inclus dans le mandat reflète une compréhension « top to bottom » de la paix. Comme les communautés locales n'ont pas participé à la mise en œuvre de la CVRSL, les priorités de la Commission, dont les violences sexuelles, étaient en fait celles de la communauté internationale concernant les enjeux qui touchent les femmes. Cette réalité est aussi ce qui a entraîné l'échec de la campagne médiatique. Comme ce sont les définitions générales de « victime » et « auteur de crimes » existant en droit international qui ont été adoptées, les catégories présentées ne reflétaient pas les réalités locales vécues pendant le conflit. Comme l'expliquent les auteurs Victor Asiedu et Maria Berghs : « Le DDR et la CVR étaient principalement des processus descendants dirigés par l'ONU et d'autres partenaires internationaux clés. »²¹⁴ [Notre traduction]. Ainsi, les membres de la population locale, notamment les femmes, ont généralement perçu les mécanismes proposés comme visant uniquement certains individus (p. ex. : les victimes « pures » n'ayant pas commis de crimes) et les ont considérés comme n'étant pas utiles à l'ensemble de la communauté.²¹⁵ La création, le mandat

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*

²¹² Jean-Marc Châtaigner, *supra* note 161 à la p 15.

²¹³ En raison de la résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité en 2000.

²¹⁴ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 140.

²¹⁵ *Ibid* à la p 138.

et la composition de la CVR reflètent donc la perception qu'avait la communauté internationale du conflit et des réalités vécues par les femmes au cours de celui-ci. Comme la CVRSL a été créée selon une approche « top down » plutôt que « bottom up » comme le laissent entendre les autrices féministes, le gender lens intégré au mandat n'est pas adapté aux réalités des femmes au niveau local.

2.3. Exécution du mandat : période de témoignage

Les activités de la CVRSL ont débuté en décembre 2002. La première étape des travaux, soit la consignation de déclarations personnelles a officiellement commencé le 4 décembre 2002 à Bomaru, là où le conflit avait pris naissance en 1991.²¹⁶ Les témoignages publics ont suivi à partir du 14 avril 2003, à Freetown, et se sont terminés au même endroit le 6 avril 2004.²¹⁷ La CVRSL s'est rendue dans chacune des 12 provinces de la Sierra Leone pour entendre les témoignages.

Toutefois, dès le début du processus de témoignage, des difficultés sur les plans du temps et du financement sont apparues. En effet, on avait alloué une semaine par province, dont quatre jours de témoignages publics et une journée de témoignages privés à l'intention des victimes d'agressions sexuelles, des enfants mineurs et des anciens combattants qui craignaient de témoigner en public.²¹⁸ Or, cette période n'était pas assez longue pour permettre à toutes les personnes qui voulaient témoigner de le faire. Comme l'a expliqué Gearoid Millar dans le cadre de son étude terrain, « les personnes chargées de consigner les déclarations devaient travailler en fonction de délais très serrés et souvent dans des conditions très difficiles. »²¹⁹ De plus, puisque le travail de la CVRSL devait s'étaler sur une période relativement limitée, les endroits où devaient se tenir les audiences avaient été choisis en fonction de leur facilité d'accès.²²⁰ Or, il est reconnu que les femmes qui vivent dans des localités rurales sont plus susceptibles de subir différents types de violences, comme les violences sexuelles, en raison de leur piètre situation socio-économique.²²¹ Les limites de temps sont très problématiques, car elles exacerbent les inégalités sociales et

²¹⁶John Perry et T. Debey Sayndee, *supra* note 171 à la p 35.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Gearoid Millar, *supra* note 162 à la p 519.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹Wendy Lambourne et Vivianna Rodriguez Carreon, *supra* note 79 à la p 72.

structurelles déjà présentes en Sierra Leone.²²² En restreignant la portée des audiences, la CVRSL a obscurci les expériences des femmes se trouvant dans les situations les plus précaires au pays.

La contrainte de temps est principalement attribuable au manque de financement. Alors que les autres mécanismes de justice transitionnelle ont disposé de budgets considérables, la CVRSL a reçu un financement inadéquat. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone avait un budget de 80 millions de dollars (qui est plus tard passé à 222 millions de dollars)²²³, le programme de DDR, un budget de 30 millions de dollars, et la CVRSL, un budget estimé à 10 millions de dollars. Finalement, elle n'a obtenu que 3,5 millions de dollars pour exécuter son mandat²²⁴. Cette situation illustre clairement la priorité de la communauté internationale en matière de reconstruction de la paix, puisque les mécanismes qui priorisaient les combattants et la sécurité de l'État ont bénéficié de la majorité du financement.

Malgré ces lacunes importantes, la Commission a tenté de mettre en place des processus de témoignage comportant une approche de *gender lens* afin de s'assurer que les femmes aient la possibilité de témoigner en toute sécurité. Le mandat de la CVR visait en effet à « protéger les victimes; à créer un climat de confiance au sein de la Commission; à respecter les questions de confidentialité; à créer un environnement sûr pour les femmes; et à veiller à ce que les femmes et les filles ne soient pas "retraumatisées" ou "repersecutées" au cours du processus. »²²⁵

Pour ce faire, on consacrait une journée dans chaque district aux femmes victimes de violence sexuelle.²²⁶ Afin d'encourager la participation des femmes, celles-ci pouvaient choisir de témoigner soit en public, soit le visage dissimulé derrière un écran, soit en privé.²²⁷ Lorsqu'une femme choisissait de témoigner en privé, seuls les femmes commissaires et le personnel féminin chargé de recueillir le témoignage pouvaient assister à l'audience; le conjoint ou les parents de la victime ne pouvaient être présents.²²⁸ De plus, un grand nombre de programmes de soins et de protections ont été mis en place à l'intention des femmes ayant choisi de témoigner le visage

²²² Laura C. Cullen, « Female Combatants and the Post-Conflict Process in Sierra Leone » (2020) 21 : 2 *J Intl Women's Stud* 114 à la p 121.

²²³ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1295.

²²⁴ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 141.

²²⁵ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1287.

²²⁶ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 498.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1288.

dissimulé ou de manière privée. Afin d'éviter que les victimes soient traumatisées par leur expérience ou persécutées à la suite de celle-ci, elles avaient accès à des suivis psychologiques avant et après avoir témoigné.²²⁹ Pour s'assurer que les victimes étaient traitées avec respect, on leur donnait aussi à manger et à boire et on leur fournissait de l'assistance médicale ainsi que du transport pour aller jusqu'au lieu de témoignage et en revenir.²³⁰ Il s'agissait là de grands progrès par rapport aux processus neutres sur le plan du genre des anciennes CVR. Toutefois, ces mesures de protection n'étaient pas offertes aux femmes qui choisissaient de témoigner en public.²³¹

Des audiences thématiques réservées aux femmes ont aussi été organisées pendant trois jours dans la capitale de Freetown. Lors des journées consacrées aux audiences des femmes, on avait également mis en place des mesures de sécurité visant à garantir que le plus grand nombre possible de femmes puisse être entendu. Ces audiences ont non seulement attiré les plus grandes foules de spectateurs, mais ont aussi été un succès quant au nombre de femmes qui ont pu témoigner grâce à l'assistance fournie par des groupes de femmes et des ONG tout au long du processus.²³² Ainsi, la CVRSL a réussi à mettre en évidence l'étendue des crimes de violences sexuelles commis contre les femmes au cours du conflit armé.²³³ Parmi ces violences ont été enregistrés le viol, l'esclavage sexuel, les enlèvements, l'amputation des parties génitales, la grossesse forcée, la stérilisation forcée et le trafic sexuel.²³⁴ Au total, la Commission a estimé qu'entre 50 000 et 64 000 femmes sierra-léonaises avaient été victimes de violences sexuelles pendant le conflit. Pour ce qui est des violences sexuelles continues après le conflit, le nombre estimatif de femmes victimes varie plutôt de 215 000 à 275 000.²³⁵ Au total, 35 % des témoignages (soit 2 728 sur 7 706) ont été fournis par des femmes.²³⁶

D'autres types de témoignages ont aussi été entendus, notamment ceux des communautés de migrants et des compagnies chargées des ressources minières ainsi que des témoignages institutionnels qui mettaient l'accent sur l'implication des forces armées, de la police, des services

²²⁹ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 42.

²³⁰ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 3B*, *supra* note 189 à la p 89.

²³¹ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1288.

²³² Jamesina King, *supra* note 185 à la p 257.

²³³ *Ibid* à la p 251.

²³⁴ *Ibid*.

²³⁵ Binaifer Nowrojee, *supra* note 174 à la p 90.

²³⁶ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 42.

civils et des médias au cours du conflit.²³⁷ Au total, la CVRSL a recueilli près de 8 000 déclarations personnelles et 350 témoignages individuels.²³⁸

Toutefois, même si l'intégration d'un gender lens a permis de souligner l'intensité des violences sexuelles subies lors du conflit, le fait de mettre l'accent sur cet aspect de l'expérience des femmes pendant la guerre les dépeint encore une fois comme des victimes passives. Cette compréhension restreinte des réalités vécues par les femmes au cours du conflit a aussi fait en sorte que la voix de nombreuses femmes n'a pas été entendue pendant le processus de témoignage. En effet, même si les femmes constituaient de 10 % à 40 % des forces armées durant le conflit (la proportion étant encore plus élevée dans les groupes rebelles), elles ont en grande majorité refusé de témoigner.²³⁹ Cette décision est attribuable entre autres à la peur d'être poursuivies en justice si elles admettaient avoir commis des crimes, mais surtout à la stigmatisation dont font l'objet les femmes combattantes.²⁴⁰ Même si la CVRSL a invité les victimes et les anciens combattants/auteurs de crimes à témoigner, les conséquences entraînées par le fait d'admettre son statut de combattant ne sont pas les mêmes pour les hommes et pour les femmes. Puisque le rôle des femmes dans la société sierra-léonaise est associé au mariage et à la valeur des femmes en tant qu'épouses, le rôle de combattante et la réprobation sociale qui s'y rattachent, notamment si l'on a été l'épouse d'un soldat rebelle ou si l'on a subi des violences sexuelles en tant que membre d'un groupe rebelle, ont rendu la réintégration des anciennes combattantes dans la société civile beaucoup plus difficile pour les femmes que pour les hommes.²⁴¹ Comme l'explique l'autrice Megan Mackenzie au cours de son processus d'entrevue avec des femmes sierra-léonaises, « La stigmatisation constituait une source majeure d'insécurité pour les anciennes combattantes. L'une des femmes m'a dit qu'elle ne voulait pas être "vue publiquement comme une ex-combattante" par "peur des représailles" de la part des membres de la communauté ou d'autres factions rebelles. »²⁴² [Notre traduction]. Pour cette raison, beaucoup de femmes ont préféré réintégrer leur communauté sans passer par les mécanismes de justice transitionnelle comme la CVRSL afin d'éviter d'être stigmatisées et

²³⁷ Binaifer Nowrojee, *supra* note 174 à la p 90.

²³⁸ Rosalind Shaw, « Memory Frictions : Localizing the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone » (2007) 1 : 1 Intl J Transitional Just 183 à la p 184.

²³⁹ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 109.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² Megan Mackenzie, « Securitization and Desecuritization: Female Soldiers and the Reconstruction of Women in Post-Conflict Sierra Leone » (2009) 18 : 1 Security Studies 241 à la p 253.

marginalisées.²⁴³ Quant aux anciennes combattantes qui ont accepté de témoigner, elles ont fourni des histoires floues et peu détaillées, et la majorité d'entre elles n'ont jamais révélé avoir directement participé aux atrocités.²⁴⁴ Cet exemple illustre à nouveau les difficultés d'une approche « top down » qui identifie les victimes et les combattants sans tenir compte des enjeux locaux.²⁴⁵

Les témoignages recueillis n'ont donc pas permis de fournir un tableau complet des expériences des femmes durant la guerre. En effet, « les femmes sierra-léonaises n'étaient ni de malheureuses victimes sans agentivité ni de féroces agresseuses maîtresses de leur destin. »²⁴⁶ [Notre traduction]. Les femmes durant la guerre ont plutôt usé d'une agentivité stratégique, c'est-à-dire qu'elles devaient parfois être les autrices de la violence et parfois en être les victimes.²⁴⁷ Comme on peut le constater, cette vision de l'agentivité des femmes n'a pas été prise en compte lors de l'élaboration du mandat de la CVRSL ni au cours du processus de témoignage.²⁴⁸

De plus, en s'efforçant d'être inclusive, la CVRSL a plutôt compté sur le travail émotionnel d'un petit groupe de femmes, qui en fin de compte a donné une image très homogène des femmes dans le conflit en Sierra Leone.²⁴⁹ En effet, il se révélait particulièrement difficile pour les femmes qui témoignaient de « revivre » des événements traumatisants en les relatant.²⁵⁰ De nombreuses victimes espéraient aussi obtenir réparation grâce à leur témoignage. Les raisons qui poussaient les victimes à témoigner étaient rarement liées à la recherche de la vérité ou de la réconciliation; les femmes avaient plutôt l'espoir d'être entendues par le gouvernement et d'ainsi obtenir une aide économique de la part de l'État.²⁵¹

L'incompréhension de la CVRSL à ces égards est évidemment le résultat d'enjeux culturels subtils.²⁵² En effet, le recours à des témoignages et à des confessions en vue d'atteindre la réconciliation et de préserver le souvenir d'un événement est un processus fondamentalement

²⁴³ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 146.

²⁴⁴ Tim Kelsall, *supra* note 186 à la p 372.

²⁴⁵ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 145.

²⁴⁶ Laura S Martin, « Engendering post-conflict agency: Women's experiences of the 'local' in Sierra Leone » (2021) 56 : 4 Cooperation and Conflict 454 à la p 460.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ Tim Kelsall, *supra* note 186 à la p 372.

²⁵¹ Rosalind Shaw, *supra* note 238 à la p 184.

²⁵² Tim Kelsall, *supra* note 186 à la p 383.

occidental. Cette pratique est née au sein de l'Église catholique, qui encourageait les processus de verbalisation de la vérité afin de parvenir à la guérison et au pardon.²⁵³ Cette stratégie s'est ensuite répandue dans le monde moderne et dans les pratiques des États, qui commémoraient certains événements traumatisants de sorte que ceux-ci restent gravés dans la mémoire collective. L'exemple par excellence est l'Holocauste, dont l'Europe et l'Amérique du Nord invoquent régulièrement le souvenir, de sorte que ce genre d'atrocité ne se reproduise jamais.²⁵⁴

En raison des fausses interprétations concernant les travaux de la CVRSL, beaucoup de victimes hésitaient à témoigner, étant donné que la Commission ne répondait pas à leurs besoins sur le plan de la réconciliation, qui, pour un grand nombre, supposait des réparations concrètes.²⁵⁵ En voulant encourager la participation des victimes, les commissaires ont entretenu la confusion en affirmant que les réparations concrètes « relev[aient] de la compétence de la CVR plutôt que du Tribunal spécial. » [Notre traduction]²⁵⁶ De nombreuses victimes, dont des femmes ayant subi des violences sexuelles, ont donc témoigné dans l'espoir que la Commission leur offre de l'assistance économique.²⁵⁷ Ces malentendus ont nui à l'étape suivante des travaux de la CVRSL et à sa crédibilité lors de la publication du rapport.

2.4. Conclusion du rapport final : recommandations et réparations

Le 5 octobre 2004, la Commission a présenté son rapport intitulé *Witness to Truth : Report of the TRC* au président de la Sierra Leone.²⁵⁸ Le rapport final est réparti en trois volumes qui totalisent 1 500 pages.²⁵⁹ Dans son mandat original, la CVRSL n'était pas chargée d'offrir des réparations, ce qui signifie qu'elle ne pouvait pas concevoir ni mettre en œuvre des programmes de réparations.²⁶⁰ Officiellement, son rôle se limitait à consigner les réalités vécues au cours du conflit et à formuler des recommandations en fonction des besoins des victimes.

²⁵³ Rosalind Shaw, *supra* note 238 à la p 191.

²⁵⁴ *Ibid* à la p 193.

²⁵⁵ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 257.

²⁵⁶ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1287.

²⁵⁷ *Ibid*.

²⁵⁸ William A Schabas, A Synergistic Relationship, *supra* note 165 165 à la p 6.

²⁵⁹ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 42.

²⁶⁰ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1286.

2.4.1. Consignation des réalités vécues pendant le conflit

À ce sujet, avant la publication officielle du rapport et des recommandations afférentes, la Commission a tenté de prendre en compte la multitude de rôles qu'ont joués les femmes dans le cadre du conflit afin de formuler des recommandations répondant à leurs besoins.²⁶¹ Pour produire un rapport des plus inclusifs, la CVRSL a organisé des ateliers visant à permettre aux femmes de la société civile et aux groupes féministes de faire entendre leurs revendications et leurs suggestions aux fins d'inclusion dans le rapport final.²⁶² Concrètement, la participation des femmes à l'élaboration du rapport final a permis de garantir que les crimes commis contre les femmes constituaient une priorité pour la Commission. Toutefois, les recommandations et les réparations s'appliquant aux femmes victimes de violence restent très partielles et très incomplètes.

Grâce à la contribution des victimes de sexe féminin, la CVRSL a consacré un chapitre complet du rapport aux expériences des femmes dans le conflit, intitulé *Women and the Armed Conflict in Sierra Leone*.²⁶³ Ce chapitre a entre autres permis de mettre en lumière plusieurs crimes genrés souvent rendus invisibles, comme les stérilisations forcées, et même de considérer certains crimes, comme l'extraction du fœtus hors du ventre de femmes enceintes, comme étant des violences sexuelles, malgré la réticence du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.²⁶⁴ Le chapitre dénonce non seulement les atrocités perpétrées par le RUF, mais aussi celles qui sont attribuables aux forces armées du pays, aux forces civiles comme la Kamajors et même à des Casques bleus des Nations Unies.²⁶⁵ Tous les acteurs du conflit sont donc considérés comme responsables des violations des droits humains et du droit international humanitaire. Enfin, cette section du rapport consigne les effets à court et à long terme des violences sexuelles sur la vie des femmes, en faisant allusion aux enjeux structurels qui contribuent au continuum de la violence vécue par ces dernières.

Dans cette partie du rapport, on a non seulement mis en lumière les différents types de violences sexuelles genrées auxquelles les femmes ont fait face au cours du conflit, mais on a aussi formulé des recommandations concernant les réparations nécessaires à la protection des femmes contre ces violences sur les scènes politique, juridique, sociale, économique et culturelle de la société

²⁶¹ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 248.

²⁶² Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 500.

²⁶³ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 42.

²⁶⁴ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 499.

²⁶⁵ John Perry et T. Debey Sayndee, *supra* note 171 à la p 37.

post-conflit.²⁶⁶ La CVRSL a également pris en compte dans son rapport le statut social des femmes dans la société sierra-léonaise afin de mieux comprendre pourquoi les femmes sont les principales victimes des formes sexuelles de violence dans la société.²⁶⁷ Il est d'ailleurs mentionné dans le rapport que « *The victimization and agency of women during the conflict and the peace process should be seen within a broader context of discrimination. The laws of Sierra Leone discriminate against women by denying, curtailing, and limiting their rights.* »²⁶⁸ Le rapport condamne entre autres les lois et les coutumes de mariage qui perpétuent le statut inférieur et rôle inégal des femmes dans la société et qui favorisent une culture du viol, par exemple parce qu'il n'existe aucun âge minimum pour le mariage des femmes, ni aucune loi s'appliquant au viol commis par un époux, peu importe l'âge de la mariée.²⁶⁹ Cette reconnaissance des structures politiques et sociales qui permettent à ces violences d'exister avant, durant et après un conflit constitue un élément important de l'intégration d'une approche de *gender lens* dans les mécanismes de justice transitionnelle. Toutefois, comme il en a été question précédemment, l'intégration du *gender lens* est incomplète.

Même si différentes expériences vécues par les femmes sont décrites tout au long du rapport, il est clair qu'on insiste sur la victimisation des femmes et des filles dans le conflit, tout en laissant amplement de côté les rôles actifs qu'elles ont joués pendant la guerre.²⁷⁰ L'objectif visé par la communauté internationale, soit mettre en évidence les expériences particulièrement violentes vécues par les femmes, a donc constitué une priorité plus importante que d'être à l'écoute des expériences nuancées et des besoins divers de nombreuses femmes sierra-léonaises.²⁷¹ Selon certains chercheurs, il y aurait même eu gonflement du nombre de femmes et de filles classifiées comme ayant été enlevées par le RUF et par l'armée sierra-léonaise. En effet, même dans les rares cas où des femmes ont été reconnues dans le rapport comme ayant joué un rôle actif dans le conflit, toute une variété de titres comme « esclave sexuelle », « esclave domestique », « femmes et filles associées aux forces armées » et « femmes et filles enlevées par les forces armées » a été utilisée

²⁶⁶ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 499.

²⁶⁷ *Ibid* à la p 495.

²⁶⁸ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 2*, 2004, en ligne : Sierra Leone TRC <<https://www.sierraleonetr.org/index.php/view-the-final-report/download-table-of-contents>> à la p 248. la victimisation et l'agentivité des femmes pendant le conflit et le processus de paix doivent être considérées dans un contexte général de discrimination. Les lois de la Sierra Leone sont discriminatoires à l'égard des femmes parce qu'elles nient, restreignent et limitent leurs droits. [Notre traduction].

²⁶⁹ *Ibid* à la p 249.

²⁷⁰ Megan Mackenzie, *supra* note 242 à la p 246.

²⁷¹ Laura S Martin, *supra* note 246 à la p 461.

pour éviter les termes « combattantes » ou « soldates ». ²⁷² Dans une perspective de recensement historique, le langage utilisé pour définir le statut de ces femmes a des répercussions importantes sur la façon dont elles sont ensuite identifiées dans les programmes destinés aux anciens combattants et sur la façon dont les communautés réintégreront ces femmes. En refusant d'indiquer leur véritable rôle, on contribue de nouveau à rendre les femmes invisibles et on perpétue la perception dans l'imaginaire collectif qu'elles ne sont que des êtres faibles et passifs. Ainsi, les programmes de reconstruction de la paix instaurés en fonction des recommandations du rapport n'ont pas été adaptés aux réalités genrées des femmes.

2.4.2. Recommandations du rapport final

La *TRC Act* a autorisé la CVRSL à formuler des recommandations afin d'aider à prévenir une répétition du conflit, de répondre aux besoins des victimes en matière de paix et de favoriser la guérison et la réconciliation. ²⁷³ Même si la CVRSL n'était pas autorisée à mettre sur pied des programmes de réparations, elle a formulé des recommandations quant aux mesures de réparations qui devraient être offertes aux victimes. En raison de l'incapacité de l'État à répondre aux besoins de toutes les victimes, la Commission a décidé de prioriser les réparations concernant certaines catégories de victimes, dont les personnes amputées, les autres blessés, les victimes de violence sexuelle, les enfants et les veuves de guerre. ²⁷⁴ De plus, dans le premier paragraphe de la section contenant les recommandations, la CVRSL note que celles-ci « visent à redresser des torts particuliers causés à des groupes précis, tels que les femmes et les enfants. » ²⁷⁵ [Notre traduction].

En ce qui concerne les femmes, le rapport recommande d'abord des réformes juridiques. Soulignant les inégalités structurelles dont souffrent les femmes, il suggère d'abroger toutes les lois (officielles et coutumières) qui sont discriminatoires envers les femmes, notamment les lois concernant le mariage, l'héritage, le divorce et la propriété des biens, qui avantagent toutes les hommes. ²⁷⁶ La Commission a aussi demandé la codification des lois coutumières et religieuses du pays et un alignement des lois sur le droit international régissant les droits des femmes. ²⁷⁷ Enfin,

²⁷² Megan Mackenzie, *supra* note 242 à la p 256.

²⁷³ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 248.

²⁷⁴ *Ibid* à la p 262.

²⁷⁵ Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 2*, *supra* note 268 à la p 121.

²⁷⁶ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 111.

²⁷⁷ *Ibid*.

dans le but de mettre un terme à la marginalisation des femmes dans la vie politique et sociale, la CVRSL a suggéré qu'un projet de loi soit adopté pour exiger une parité hommes-femmes au sein du gouvernement dans les 10 prochaines années et une représentation féminine d'au moins 30 % parmi les candidats aux élections.²⁷⁸

En ce qui a trait aux victimes de violence sexuelle, les recommandations de la CVRSL étaient nombreuses. Relativement aux réparations, la Commission a demandé au gouvernement de créer un fonds spécial pour les victimes du conflit.²⁷⁹ Les victimes de violence sexuelle étaient incluses dans la catégorie des victimes à qui des réparations devaient être offertes en priorité. La définition du terme « victime » n'établissait pas de distinction entre les anciennes combattantes et les civiles afin d'assurer au plus grand nombre possible de femmes l'accès aux réparations.²⁸⁰ De plus, conformément aux demandes formulées par les groupes de femmes au cours des ateliers, la CVRSL a recommandé des réparations particulières pour les femmes victimes de violence sexuelle, par exemple l'accès à des soins de santé pour elles et leurs enfants (la priorité étant accordée aux chirurgies de la fistule et à la prescription de médicaments contre le VIH/SIDA) ainsi qu'à des programmes d'éducation et à des formations devant permettre à ces femmes d'entrer sur le marché du travail.²⁸¹ Il était également recommandé dans le rapport de mettre fin à la pratique selon laquelle les jeunes filles enceintes sont renvoyées de l'école.²⁸² On constate qu'en présentant ces demandes de réparations, la CVRSL s'efforçait d'augmenter l'agentivité des femmes victimes de violences sexuelles dans la société post-conflit et de transformer les structures éducatives et économiques contribuant habituellement à leur oppression.²⁸³

Toutefois, certaines des recommandations financières à l'intention des femmes étaient particulièrement problématiques. En effet, lorsqu'il a été question de déterminer le montant auquel chaque type de victime pouvait avoir droit, la Commission a proposé d'utiliser le test de la « réduction de la capacité de gain ».²⁸⁴ En se fondant sur la loi nationale déjà en vigueur, la *Workmen's Compensation Act of 1955*, on estimait que les personnes amputées avaient perdu 50 %

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 259.

²⁸⁰ *Ibid* à la p 261.

²⁸¹ Jeremy Sarkin et Sarah Ackermann, *supra* note 192 à la p 499. Voir aussi Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 42.

²⁸² Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1289.

²⁸³ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 257.

²⁸⁴ *Ibid* à la p 262.

de leur capacité de gain financier.²⁸⁵ Pour les autres catégories de victimes, c'est le degré de blessures qui déterminerait la compensation financière, le point de repère étant 50 %. Selon la Commission, la décision devait être prise au cas par cas par le gouvernement ou l'instance chargée d'indemniser les victimes.²⁸⁶ Cependant, les veuves de guerre n'étaient pas incluses dans les catégories de victimes ayant droit à une aide financière.²⁸⁷ Cette façon de procéder est problématique pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, la Commission n'a mentionné à aucun endroit si les problèmes physiques liés aux violences sexuelles, comme l'infertilité, les fistules, les infections transmises sexuellement, etc., devaient être qualifiés de handicaps permettant de calculer une réduction de la capacité de gain et, le cas échéant, le niveau de gravité que devaient atteindre ces problèmes pour justifier une réparation.²⁸⁸ Beaucoup de victimes ont affirmé que la Commission aurait dû prendre en considération, dans ses recommandations de réparations financières, la valeur accordée, dans la société sierra-léonaise, à la capacité de porter un enfant.²⁸⁹ En effet, en raison du déshonneur associé au viol dans la société, les protections offertes aux femmes victimes de violence sexuelle par leur communauté sont grandement réduites. « Il faut tenir compte du fait que les chances d'une victime de se marier, d'accéder à un revenu, de bénéficier d'un soutien masculin et de la protection qu'offre un mari ou un père sont fortement réduites. »²⁹⁰ [Notre traduction] Il s'agit là d'un exemple type des limites de l'application d'un gender lens aux travaux de la CVRSL. Même si les femmes victimes de violences sexuelles ont été prises en considération dans le mandat et le processus de témoignage de la CVRSL, l'approche de gender lens n'a clairement pas été appliquée au cœur de l'analyse du rapport ni de manière contextuelle et intersectionnelle, pour tenir compte des particularités du contexte sierra-léonais et des enjeux qui en découlent pour les femmes.

Cette situation a aussi des répercussions sur la vie des femmes à long terme dans la société post-conflit. Pour que l'on parvienne à offrir aux femmes une sécurité à long terme, les mesures de réparations et les programmes de reconstruction de la paix doivent tenir compte des structures sociales, politiques et économiques existantes.²⁹¹ Même si l'objectif ultime est la transformation

²⁸⁵ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 262.

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ *Ibid* à la p 268.

²⁸⁸ *Ibid* à la p 262.

²⁸⁹ *Ibid* à la p 263.

²⁹⁰ *Ibid* à la p 267.

²⁹¹ Myriam Denov, *supra* note 190 à la p 338.

des structures patriarcales de la société, on ne peut accomplir ce changement sans comprendre le contexte dans lequel les femmes se trouvent et sans offrir des solutions permettant de garantir leur sécurité dans l'intervalle.

Enfin, les recommandations impératives formulées par la CVRSL s'adressaient au gouvernement et exigeaient une action immédiate de sa part.²⁹² En effet, en vertu de la *TRC Act*, le gouvernement devait « mettre en œuvre fidèlement et en temps opportun les recommandations du rapport qui s'adressent aux organismes publics et encourager ou faciliter la mise en œuvre de toute recommandation qui pourrait s'adresser à d'autres. »²⁹³ En raison de cette obligation, la CVRSL s'attendait à ce que le gouvernement participe activement et à ce que les politiciens manifestent une volonté de mettre en œuvre les recommandations du rapport. Selon moi, cela a aussi été une erreur de la part de la Commission. Compte tenu du peu d'intérêt existant à l'égard des droits des femmes avant le début du conflit, il était idéaliste d'espérer une participation active du gouvernement à la mise en œuvre de mesures de réparation à l'intention des femmes. Cette absence d'engagement s'est concrétisée dans les années suivant le dépôt du rapport final auprès du gouvernement.

2.5. Application des recommandations et répercussions sur la situation des femmes dans la société postconflit

La CVRSL a recommandé que le délai de mise en œuvre des réparations n'excède pas six ans, sauf dans le cas des projets à long terme, comme les programmes de pensions et de soins médicaux, dont la durée devait être plus longue.²⁹⁴

Le gouvernement a mis 8 mois à répondre au rapport de la CVRSL, dans un Livre blanc de 12 pages.²⁹⁵ Dans ce document, il a reconnu toute l'étendue de la souffrance vécue par les femmes au cours du conflit et a exprimé sa sympathie envers les femmes victimes de différentes violences, dont la violence sexuelle, l'esclavage, les amputations, les grossesses forcées, etc.²⁹⁶ Toutefois, le gouvernement ne s'est absolument pas engagé à améliorer les conditions et le statut des femmes

²⁹² Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1290.

²⁹³ *Ibid.*

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 111.

en Sierra Leone.²⁹⁷ Même une réforme aussi simple que la parité des sexes dans la politique semblait problématique pour le gouvernement. Ce dernier a affirmé qu'il continuerait d'encourager la participation des femmes dans la politique, mais il n'a pris aucun engagement explicite pour garantir un quota de 30 % de candidatures féminines ni une éventuelle parité 50/50.²⁹⁸ Par conséquent, en raison de l'absence de volonté du gouvernement, très peu des recommandations ont été mises en œuvre depuis la fin du conflit en 2002.

Dans ses recommandations, la CVRSL prônait la création d'un sous-comité au sein de la *National Commission for Social Action* (NaCSA), entité gouvernementale préexistante, afin de coordonner les programmes de réparations et toute activité liée à ceux-ci.²⁹⁹ Cette recommandation était entre autres attribuable au fait que la NaCSA était déjà parvenue à mettre en œuvre les programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des anciens combattants avec assez de succès.³⁰⁰ Si les anciens combattants semblent avoir été rapidement indemnisés et réintégrés dans leurs communautés, les victimes de violence ont attendu les réparations pendant de nombreuses années.³⁰¹ Au début de 2007, la NaCSA a enfin créé un groupe de travail chargé d'assurer la mise en œuvre des programmes de réparations.³⁰² Il faut noter que les groupes de femmes et les organisations pour les droits des femmes n'ont pas participé à ce groupe de travail et que, pour cette raison, on a continué à négliger les besoins des femmes en matière de réparations.³⁰³

En novembre 2007, l'ONU et le HCDH ont demandé au gouvernement de Sierra Leone de publier un rapport, afin de mesurer l'avancement des stratégies de mise en œuvre des recommandations de la CVRSL. En 2008, seulement 20 des 56 recommandations avaient été partiellement ou complètement mises en œuvre.³⁰⁴ De plus, aucune réparation financière n'avait encore été accordée aux victimes. Pour cette raison, l'ONU est intervenue et elle a élaboré un projet pilote d'un an visant à offrir des réparations. Le United Nations Peace Building Fund (PBF) a été créé en août

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 270.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 145.

³⁰² Jamesina King, *supra* note 185 à la p 270.

³⁰³ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1291.

³⁰⁴ *Ibid.*

2008, et la communauté internationale y a versé trois millions de dollars.³⁰⁵ Faute de volonté politique concernant le paiement de réparations financières aux victimes, la contribution du gouvernement de Sierra Leone ne s'est élevée qu'à 246 000 \$.³⁰⁶ À la fin de l'année 2009, 28 733 victimes s'étaient inscrites au Fonds. Toutefois, seulement 10 % de ces personnes étaient des victimes de violence sexuelle.³⁰⁷ Cette situation reflète les difficultés de la NaCSA à entamer un dialogue avec les femmes victimes de violence au cours du conflit, particulièrement en raison du manque de coordination avec les groupes de femmes. Les inscriptions étaient aussi beaucoup moins nombreuses dans les régions rurales, ce qui constitue un problème puisque les victimes ayant les plus grands besoins matériels venaient souvent de ces régions.³⁰⁸ En décembre 2009, le gouvernement a décidé d'élargir le projet en créant le Special Fund for War Victims. Cependant, sans l'aide de la communauté internationale, ce projet a rapidement manqué de financement et, aujourd'hui encore, beaucoup de femmes n'ont toujours pas reçu d'indemnisation financière.³⁰⁹

En fin de compte, la communauté internationale a investi 45,2 millions de dollars dans les programmes de DDR, ce qui représente un montant 5 fois plus élevé que celui qui a été dépensé pour le PBF.³¹⁰ La disproportion du financement a eu de graves conséquences pour les femmes et les filles et pour le potentiel transformateur de la CVRSL à leur égard, puisque ce sont les réparations financières et matérielles qui offrent aux femmes les meilleures chances d'améliorer leurs conditions dans la société et d'accroître leur agentivité dans leur propre vie.³¹¹

En ce qui a trait aux effets transformateurs de la CVRSL, un grand nombre de femmes ont fourni un témoignage sur les répercussions des travaux de la Commission dans leur vie d'après-guerre. La majorité a perçu la CVRSL comme un processus très exigeant qui n'a pas produit de résultats concrets dans leur vie.³¹²

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ *Ibid* à la p 1292.

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 147.

³¹⁰ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1293.

³¹¹ *Ibid.*

³¹² Gearoid Millar, *supra* note 162 à la p 516.

« De l'avis d'une jeune femme, une ménagère de 29 ans nommée Hanna, la CVR est simplement venue "retourner le couteau dans la plaie". De l'avis d'Aminata, une autre jeune femme qui tente d'élever une famille dans le Makeni d'après-guerre, la CVR n'a rien apporté de ce dont elle avait besoin. »³¹³ [Notre traduction]

Ainsi, pour un grand nombre des personnes qui ont assisté aux processus de la Commission ou y ont participé, le fait de raconter leur histoire n'était pas suffisant. Beaucoup de citoyens ont affirmé que, pour être efficace et assurer une paix durable, la justice transitionnelle devait permettre la reconstruction des structures de la vie quotidienne, comme les écoles, les routes, les hôpitaux et les centres médicaux afin d'offrir de réelles réparations.³¹⁴ Malheureusement, la mise en œuvre des réparations financières et matérielles a exigé trop de temps, et les réparations effectivement fournies se sont révélées insuffisantes pour répondre aux besoins des femmes et de leurs communautés.³¹⁵

Certaines des recommandations concernant les lois ont été mises en œuvre par le gouvernement. Le 14 juin 2007, trois nouveaux projets de loi sur les femmes ont été adoptés et ont été salués comme étape importante dans la lutte pour l'égalité hommes-femmes.³¹⁶ L'objectif de ces trois projets de loi était principalement de criminaliser certaines pratiques relatives au mariage de mineures, de criminaliser les violences sexuelles commises dans le mariage ainsi que de modifier certaines lois portant sur le transfert de la propriété aux femmes lors du décès de leur mari. Toutefois, depuis leur adoption, « peu de progrès ont été accomplis dans le processus de mise en œuvre des principales dispositions de la loi »³¹⁷ [Notre traduction] Connaître la loi et avoir accès au système de justice reste un enjeu majeur pour la majorité des femmes. Celles qui résident à l'extérieur de la capitale, Freetown, n'ont encore accès qu'aux instances de droit coutumier et religieux, qui demeurent discriminatoires envers les femmes.³¹⁸ Quant aux femmes qui ont accès aux tribunaux, elles font face à énormément d'hostilité et de stigmatisation, et beaucoup sont encouragées par leur famille et leur communauté à régler le problème hors cour.³¹⁹ Certaines barrières structurelles empêchent donc encore les femmes de vivre pleinement dans le contexte de

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid* à la p 524.

³¹⁵ Victor Asiedu et Maria Berghs, *supra* note 169 à la p 147.

³¹⁶ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 113.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1294.

paix. Malgré les réformes juridiques, le rôle traditionnel et le statut inégal des femmes restent profondément ancrés dans les structures juridiques et politiques de la Sierra Leone. La violence domestique et conjugale demeure un grave problème dans le pays, et la discrimination envers les femmes reconnues comme victimes de violences sexuelles, ainsi que leur marginalisation, se poursuivent.³²⁰ Dans le cadre de son travail de terrain en Sierra Leone en 2006, soit trois ans après la fin de la guerre, la chercheuse Wendy Lambourne a constaté que de nombreuses femmes victimes de violences sexuelles au cours du conflit vivaient encore dans la rue parce qu'elles avaient été rejetées par leur famille et se trouvaient dans l'impossibilité de travailler en raison de leur sexe.³²¹ De plus, malgré les recommandations de la CVRSL, les filles sont encore renvoyées de l'école lorsqu'elles tombent enceintes et seulement 30 % des filles poursuivent des études secondaires, par rapport à 78 % des garçons.³²²

Enfin, un grand nombre des femmes ayant été victimes de violences au cours du conflit continuent de souffrir dans le contexte de paix. La culture du silence relativement aux violences sexuelles persiste dans la société.³²³ Les femmes subissent toujours des préjudices secondaires découlant du conflit.³²⁴ Le nombre d'incidents de viol et de violence domestique a souvent tendance à monter en flèche dans les sociétés post-conflit, et la Sierra Leone ne fait pas exception à la règle.³²⁵ Selon les statistiques des rapports du *United States Department of State* (USDS) au cours des 15 années qui ont suivi la création de la CVRSL, la prévalence de la violence à l'égard des femmes en Sierra Leone est demeurée à un très haut niveau.³²⁶ De plus, on estime que les attitudes négatives et les préjugés sociaux concernant la violence faite aux femmes ont augmenté après la fin du conflit.³²⁷ En 2013, l'étude nationale *Sierra Leone Demographic and Health Survey* (SLDHS) a déterminé que 55,5 % des femmes signalaient avoir été victimes de violence physique, et 44,2 % indiquaient

³²⁰ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 248.

³²¹ Wendy Lambourne et Vivianna Rodriguez Carreon, *supra* note 79 à la p 74.

³²² Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 112.

³²³ Wendy Lambourne et Vivianna Rodriguez Carreon, *supra* note 79 à la p 78.

³²⁴ Jamesina King, *supra* note 185 à la p 270.

³²⁵ Lyn S. Graybill, *supra* note 177 à la p 112.

³²⁶ Masumi Honda, *supra* note 156 à la p 44.

³²⁷ *Ibid.*

avoir subi de la violence de la part de leur mari.³²⁸ En outre, en raison de la pandémie d'Ebola en 2014, on estime que la violence sexuelle augmentée de 40 %.³²⁹

Face à tous ces constats, il est évident que le potentiel transformateur des recommandations de la CVRSL ne s'est pas concrétisé et que le contexte post-conflit n'est toujours pas sécuritaire pour les femmes. Celles-ci continuent de vivre un continuum de violence dans la société post-conflit, et nombre de leurs besoins matériels, financiers et structurels n'ont pas été traités adéquatement. Cette situation s'explique par un ensemble de facteurs : des recommandations inadéquates à la base et une CVR n'ayant pas bien cerné les besoins des femmes dans ses recommandations, l'absence de mécanismes permettant de contraindre le gouvernement à mettre en œuvre les recommandations formulées ou de dispositions dans le mandat de la Commission lui donnant la possibilité d'appliquer les recommandations de façon indépendante, le manque de volonté politique qui a entraîné l'absence de transformation des structures politiques et, enfin, un manque de financement et d'intérêt au sein de la communauté internationale. « Le degré de mise en œuvre de ces recommandations a été modeste, et bon nombre des facteurs structurels à l'origine du conflit (notamment la pauvreté, la marginalisation sociale, la corruption endémique et l'échec de la gouvernance) demeurent inchangés. »³³⁰ [Notre traduction].

³²⁸ SLDHS, *Sierra Leone Multiple Indicator Cluster Survey 2017*, Survey Findings Report, 2018, en ligne : UNICEF <<https://www.unicef.org/sierraleone/media/391/file/SLMICS-Report-2017.pdf.pdf>> à la p 275.

³²⁹ Sarah Williams et Jasmine Opdam, *supra* note 178 à la p 1294.

³³⁰ *Ibid* à la p 1290.

CONCLUSION

L'impact des commissions de vérité et réconciliation a été un sujet très étudié dans les dernières décennies. Toutefois, les analyses effectuées n'appliquaient pas automatiquement ou suffisamment une approche de *gender lens*. Les chercheuses féministes, quant à elles, ont été très critiques du fait que le genre n'était pas un enjeu central dans la justice transitionnelle et les processus de reconstruction de la paix en général. Elles ont entre autres signalé l'exclusion systématique des femmes de ces mécanismes et le manque de reconnaissance de leurs besoins en termes de paix et de sécurité. Pour cette raison, les féministes ont longtemps demandé que les mécanismes de justice transitionnelle comme les CVR intègrent à leurs structures une approche de *gender lens*. C'est ce qui a mené à l'intégration d'un *gender lens* dans les travaux de nombreuses CVR, dont la plus reconnue est la CVR en Sierra Leone. Cependant, les conséquences de l'intégration d'un *gender lens* à court et à long terme n'ont pas encore été assez vérifiées. Dans le présent travail, j'ai donc visé à traiter cette lacune dans la recherche. Même si, pour bon nombre de féministes, les commissions de vérité et réconciliation constituent un mécanisme important pour la reconnaissance des femmes et de leurs expériences dans la guerre, diverses difficultés sont encore éprouvées dans le cadre de l'intégration d'un *gender lens* à ces processus. Ainsi, j'ai tenté d'évaluer de quelles façons les CVR permettent de prendre en compte les expériences des femmes au cours des conflits armés et de répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité.

Pour ce faire, j'ai d'abord défini en quoi consiste une approche de *gender lens*, ses caractéristiques principales et son utilité dans la recherche en droit international et en politique internationale. Il a ensuite été question de revoir la littérature féministe portant sur la paix afin de déterminer comment est envisagée la paix dans une perspective de genre. Au moyen de cet examen de la littérature, nous avons pu observer certains éléments clés d'une vision genrée de la paix, comme la nécessité de comprendre les enjeux structurels qui encadrent les relations de genre dans la société et qui permettent à certaines violences de survenir et d'être perpétuées. La reconstruction de la paix pour les femmes doit donc absolument passer par une transformation des structures sociales qui favorisent un continuum de la violence. Le second élément important est une approche « *bottom up* » de la paix. Celle-ci exige non seulement que les CVR s'adaptent au contexte particulier dans

lequel elles s'insèrent, mais aussi qu'elles travaillent directement auprès des communautés locales afin de définir la paix et la sécurité selon les réels besoins.

Ces visions féministes de la paix ont constitué le point de départ de l'analyse des travaux de la CVRSL. Cette dernière a déployé des efforts remarquables pour intégrer une approche de *gender lens* à son analyse, tout d'abord en considérant les femmes victimes de violence sexuelle comme une priorité dans son mandat et ensuite en facilitant leur participation au processus de témoignage. Le rapport final comprenait un chapitre complet sur les femmes et des recommandations de réparations à leur intention. Néanmoins, certaines difficultés de mise en œuvre persistent. En effet, la CVRSL a fait face à des obstacles matériels liés à son budget, à son personnel et à son mandat. Certains enjeux ont aussi découlé du fait que la Commission n'avait pas reconnu l'ensemble des diverses réalités vécues par les femmes au cours du conflit. Enfin, des obstacles culturels et idéologiques ont empêché la CVRSL de bien s'imprégner du contexte politique et culturel dans lequel vivait la population locale de la Sierra Leone, et le fait de ne pas avoir travaillé auprès des communautés locales a grandement nui à l'efficacité de la Commission. En raison de tous ces problèmes, la mise en œuvre des recommandations proposées par la CVR concernant les femmes est demeurée incomplète, et la réintégration des femmes dans leur communauté s'est révélée difficile. Comme le montre la dernière section du travail, près de 20 ans après la mise en œuvre de la CVRSL, le contexte social et politique reste pénible pour les femmes, et la violence à leur égard n'a pas diminué.

Je suis d'avis que ces difficultés résident dans le fait que les mécanismes utilisés demeurent fondés sur une vision masculine de la paix. Ainsi, même si la CVR en Sierra Leone a tenté d'intégrer une approche de *gender lens* à ses travaux, elle l'a fait de manière restreinte et imparfaite en raison des visions de la paix qui continuent d'influer sur la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle. En effet, la communauté internationale continue de prôner une vision masculine de la paix et de la sécurité, qui priorise encore les besoins des États et des groupes de combattants. Les mécanismes de justice transitionnelle continuent de reproduire cette vision de la paix et d'appuyer les priorités de la communauté internationale. L'intégration d'un *gender lens* à une étape ultérieure des travaux de ces mécanismes survient donc trop tard dans l'équation. Ainsi, pour garantir une véritable reconnaissance des femmes et répondre à leurs besoins en matière de paix,

une révision de notre conception de la paix avant même que les CVR soient mises en œuvre s'impose donc.

BIBLIOGRAPHIE

1. MONOGRAPHIE

- Châtaigner, Jean-Marc, *L'ONU dans la crise en Sierra Leone : les méandres d'une négociation*, Paris, CEAN-Karthala, 2005.
- Galtung, Johan, *Peace by Peaceful Means: Peace and Conflict, Development and Civilization*, Londres, Sage Publications, 199.
- Merry, Sally Engle, *Human rights and gender violence : translating international law into local justice*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.
- Ni Aolain, Fionnuala et Al, *The Oxford Handbook of Gender and Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 2018.
- Ni Aolain, Fionnuala, Dina Francesca Haynes et Naomi Cahn, *On the Frontlines : Gender, War, and the Post-Conflict Process*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- Perry, John et T. Debey Sayndee, *African Truth Commissions and Transitional Justice*, Washington, Lexington Books, 2015.
- Steans, Jill, *Gender and International Relations: An Introduction*, Cambridge, Polity Press, 1998.
- Tickner, J. Ann, *Gendering World Politics: Issues and Approaches in the Post-cold War Era*, New York, Columbia University Press, 2011.
- Tripp, Aili Mari, Myra Marx Ferree et Christina Ewig, *Gender, Violence and Human Security : Critical Feminist Perspectives*, New York, New York University Press, 2013.

2. OUVRAGES COLLECTIFS ET CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

- Basu, Soumita, Paul Kirby and Laura J. Shepherd, « Women, Peace and Security : A Critical Cartography » Dans Soumita Basu, Paul Kirby and Laura J. Shepherd, dir, *New Directions in Women, Peace and Security*, Bristol, Bristol University Press, 2020, 1.
- Björkdahl, Annika et Johanna Mannergren Selimovic, « Gender: The Missing Piece in the Peace Puzzle » Dans Oliver P. Richmond, Sandra Pogodda et Jasmin Ramović, dir, *The Palgrave Handbook of Disciplinary and Regional Approaches to Peace*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016, 1.
- Cockburn, Cynthia, « The continuum of violence : A Gender Perspective on War and Peace » Dans Wenona Giles et Jennifer Hyndman, dir, *Sites of Violence, Gender and Conflict Zones*, Los Angeles, Université de Californie, 2004, 1.

- Enloe, Cynthia, « Base Women » dans Cynthia Enloe, dir, *Bananas, Beaches and Bases : Making feminist sense of international politics*, Berkeley, University of California Press, 2014, 125.
- Enloe, Cynthia, « Foreword: Gender Analysis Isn't Easy » dans Carol Cohn, dir, *Women and Wars : Contested histories, uncertain futures*, Cambridge, Polity Press 2013, 1.
- Guillerot, Julie, « Linking Gender and Reparations in Peru : A Failed Opportunity » dans Ruth Rubio-Marin, dir, *What Happened to the Women? Gender and Reparations for Human Rights Violations*, New-York : Social Science Research Council, 2006, 136.
- King, Jamesina, « Gender and Reperations in Sierra Leone : the Wounds of War Remain Open » dans Ruth Rubio-Marin, dir, *What Happened to the Women? Gender and Reparations for Human Rights Violations*, New York, Social Science Research Council, 2006, 246.
- Secco, A.D, « Truth and Reconciliation : Commissions and gender justice » dans Donna Pankhurst, dir, *Gendered Peace : Women's struggles for Post-War Justice and Reconciliation*, Abingdon-on-Thames, Routledge, 2008, 75.
- Swaine, Aisling, «Women, Peace, and Security » dans Paul D. Williams et Matt McDonald, dir, *Security Studies : An Introduction*, londre, Routledge, 2018, 516.
- Tickner, Ann, « Peace and security from a feminist perspective » dans Sara E. Davies et Jacqui True, dir, *The Oxford Handbook of Women, Peace, and Security*, New York, Oxford University Press, 2018, 15.

3. ARTICLE SCIENTIFIQUE

- Abdullah, Ibrahim, « Bush path to destruction: the origin and character of the Revolutionary United Front/Sierra Leone » (1998) 36 : 2 Jour Mod Afri Stud 203.
- Ame, Robert K et Seidu M Alidu, « Truth and Reconciliation commissions, restorative justice, peacemaking criminology and development » (2010) 23 : 3 Crim Just Stud 253.
- Andrews, Penelope, « Justice, Reconciliation and the Masculinist Way : What Role for Women in Truth and Reconciliation Commissions » (2015) 60 : 1 NYL Sch L Rev 69.
- Androff, D.K, « Reconciliation in a community-based restorative justice intervention » (2012) 39 : 4 J Sociology & Soc Welfare 73.
- Asiedu, Victor et Maria Berghs, «Limitations of Individualistic Peacebuilding in Postwar Sierra Leone » (2012) 2 : 1 Afr Conflict & Peacebuilding Rev 136.
- Avruch, Kevin, « Truth and reconciliation commissions : Problems in Transitional Justice and the Reconstruction of Identity » (2010) 47 : 1 Transcultural Psych 33.
- Bell, Christine et Catherine O'Rourke, « does Feminism Need a Theory of Transitional Justice ? An Introductory Essay » (2007), 1 : 1 Intl J Transitional Just 23.

- Boesten, Jelke et Polly Wilding, « Transformative gender justice : Setting an agenda » (2015) 51 : 1 Women's Stud Intl Forum 75.
- Brown, Kris et Fionnuala Ni Aolain, « Through the Looking Glass: Transitional Justice Futures through the Lens of Nationalism, Feminism and Transformative Change » (2015) 9 : 1 J Transitional Just 127.
- Brudholm, Thomas, « the Justice of Truth and Reconciliation » (2003) 18 : 2 Hypatia 189.
- Cahn, Naomi, « Women in Post-Conflict Reconstruction : Dilemmas and Directions » (2006) 12 : 1 GWU Law School 1.
- Cahn, Naomi, Dina Haynes et Fionnuala Ni Aolain, « Returning home: Women in Post Conflict Societies » (2010) 39 : 1 Baltimore L Rev 339.
- Charlesworth, Hilary, « Women's human rights in the state-rebuilding process » (2009) 49 : 1 Leg Aspects Intl Org 249.
- Charlesworth, Hilary, «The Hidden Gender of International Law » (2002) 16:1 Temp Int'l & Comp LJ 93.
- Chinkin, Christine et Hilary Charlesworth, « Building Women into Peace : the international legal framework » (2006) 27 : 5 Third World Q 937.
- Chinkin, Christine, « Women, Peace, and Security : Tackling Violence Against Women in the Contemporary World ? » (2019) 61 : 1 German Yearbook Intl L 185.
- Cullen, Laura C, « Female Combatants and the Post-Conflict Process in Sierra Leone » (2020) 21 : 2 J Intl Women's Stud 114.
- De la Rey, Cheryl et Susan McKay, « Peace as a gendered process: Perspectives of women doing peacebuilding in South Africa » (2002) 7 : 1 J Intl P Stud 91.
- Denov, Myriam, « Wartime Sexual Violence: Assessing a Human Security Response to War-Affected Girls in Sierra Leone» (2006) 37 : 3 Security Dialogue 319.
- Durbach, Andrea et Louise Chappell, « Leaving Behind the Age of Impunity » (2014) 16 : 4 Intl Feminist J Pol 544.
- Ebert, Teresa L, « The "Difference" of Postmodern Feminism » (1991) 53 : 8 College English 886.
- Einspahr, Jennifer, « Structural domination and structural freedom: a feminist perspective » (2010) 94 : 1 Feminist Rev 1.
- Falquet, Jules-France, « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions à partir du cas salvadorien » (1996) 18 : 3-4 Nouvelles questions féministes 129.

- Galtung, Johan, « Violence, Peace, and Peace Research » (1969) 6 : 3 J Peace Research 183.
- Graybill, Lyn S., « Partial justice and reconciliation for Sierra Leone women but reparations and reform remain elusive » (2011) 32 : 1 Conflicts and Change 101.
- Griveaud, Delphine et Sandrine Lefranc, « La justice transitionnelle, un monde-carrefour » (2020) 4 : 120 Cultures et conflits 39.
- Hernandez-Truyol, Berta Esperanza, « Reviewed Work: International Law: Modern Feminist Approaches » (2011) 105 : 3 Am J Intl L 631.
- Hirsch, Michal Ben-Josef, « Ideational Change and the emergence of the international norm of truth and reconciliation commissions » (2014) 20 : 3 Eur J Intl Rel 810.
- Hirsch, Michal Ben-Josef, Megan Mackenzie et Mohamed Sesay, « Measuring the impacts of truth and reconciliation commissions : Placing the global “success” of TRCs in local perspective » (2012) 47 : 3 Cooperation and Conflict 386.
- Hynes, Patricia, « On the battlefield of women’s bodies : An overview of war to women » (2004) 27 : 1 Women’s Stud Intl Forum 431.
- Kelsall, Tim, « Truth, Lies, Ritual: Preliminary Reflections on the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone » (2005) 27 : 1 Hum Rts Q 361.
- Lambourne, Wendy et Vivianna Rodriguez Carreon, « Engendering Transitional Justice: A transformative Approach to Building Peace and Attaining Human Rights for Women » (2016) 17 : 1 Hum Rts Rev 71.
- Laplante, Lisa J. et Kimberly Theidon, « Truth with Consequences: Justice and Reparations in Post-Truth Commission Peru » (2007) 29 : 1 Hum Rts Q 228.
- Mackenzie, Megan, « Securitization and Desecuritization: Female Soldiers and the Reconstruction of Women in Post-Conflict Sierra Leone » (2009) 18 : 1 Security Studies 241.
- MacKinnon, Catharine, « Women’s September 11th : Rethinking the International Law of Conflict » (2006) 47 : 1 Harv Intl LJ 1.
- Maisel, Margaret, « Have Truth and Reconciliation Commissions helped remediate human rights violations against women ? A feminist analysis of the past and formula for the future » (2011) 20 : 1 Cardozo J Intl & Comp L 143.
- Martin, Laura S, « En)gendering post-conflict agency: Women’s experiences of the ‘local’ in Sierra Leone » (2021) 56 : 4 Cooperation and Conflict 454.
- Millar, Gearoid, « Local Evaluations of Justice through Truth Telling in Sierra Leone : Postwar Needs and Transitional Justice » (2011) 12 : 1 Hum Rts Rev 515.

- Ni Aolain, Fionnuala et Monica McWilliams, « There is a War Going on You Know : Addressing the Complexity of Violence Against Women in Conflicted and Post Conflict Societies » (2013) 1 : 2 Justice Rev 4.
- Ni Aolain, Fionnuala, « Advancing Feminist Positioning in the Field of Transitional Justice » (2012) 6 : 2 Intl J Transitional Just 205.
- Ni Aolain, Fionnuala, « Exploring a feminist theory of harm in the context of conflicted and post conflict societies » (2009) 35 : 1 Queen's LJ 219.
- Ni Aolain, Fionnuala, « Justice in Times of Transition : A reflection on Transitional Justice » (2013) 29 : 1 Const. Commentary 81.
- Ni Aolain, Fionnuala, « Women, Security, and the Patriarchy of Internationalized Transitional Justice » (2009) 31 : 4 Hum Rts Q 1055.
- Ni Aolain, Fionnuala, Catherine O'Rourke et Aisling Swaine, « Transforming reparations for conflict-related sexual violence : principles and practice » (2015) 28 : 1 Harv Hum Rts J 97.
- Ni Aolain, Fionnuala, Catherine O'Rourke et Aisling Swaine, « Transforming reparations for conflict-related sexual violence : principles and practice » (2015) 28 : 1 Harv Hum Rts J 97.
- Nowrojee, Binaifer, « Making the Invisible War Crime Visible: Post-Conflict Justice for Sierra Leone Rape Victims » (2005) 18 : 1 Harv Hum Rts J 85.
- O'Rourke, Catherine et Christine Bell, « Does Feminism Need a Theory of Transitional Justice ? An Introductory Essay » (2007) 1 : 1 Intl J Transitional Just 23.
- O'Rourke, Catherine et Louise Mallinder, « Databases of Transitional Justice Mechanisms and Contexts : Comparing Research Purposes and Design » (2016) 10 : 3 Intl J Transitional Just 192.
- O'Rourke, Catherine, « Feminist Scholarship in Transitional Justice : A De-politicising Impulse ? » (2016) 51 : 1 Women's Stud Intl Forum 118.
- O'Rourke, Catherine, « Feminist Strategy in International Law : Understanding its Legal, Normative and Political Dimensions » (2018) 28 : 4 Eur J Intl L 1019.
- O'Rourke, Catherine, « Gendering Political Settlements : Challenges and Opportunities » (2018) 67 : 1 Intl & Comp L Q 167.
- Pierce, Nathalie, « Picking up the Pieces : Truth and Justice in Sierra Leone » (2008) 6 : 1 NZJPIL 117.
- Porter, Elisabeth, « Gender Narratives: Stories and Silences in Transitional Justice » (2016) 17 : 35 Hum Rts Dev 35.

- Root, Rebecca K, « Through the Window of Opportunity: The Transitional Justice Network in Peru » (2009) 31 : 2 Hum Rts Q 452.
- Sarkin, Jeremy et Sarah Ackermann, « Understanding the extent to which truth commissions are gender sensitive and promote women's issues: comparing and contrasting these truth commission roles in south Africa, Guatemala, Peru, Sierra Leone and Liberia », (2019) 50 : 1 Georgetown J Intl L 465.
- Schabas, William A, « A Synergistic Relationship: the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone » (2004) 15 : 3 Crim LF 3.
- Schabas, William A, « The Relationship Between Truth Commissions and International Courts: The Case of Sierra Leone » (2003) 11 : 145 UC Davis J Intl L & Pol'y 1035.
- Schulz, Philipp, « Towards Inclusive Gender in Transitional Justice: Gaps, Blind-Spots and Opportunities » (2020) 14 : 5 J Intervention Statebuilding 691.
- Shaw, Rosalind, « Memory Frictions : Localizing the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone » (2007) 1 : 1 Intl J Transitional Just 183.
- Silva Santisteban, Rocio, « La participation des femmes dans le conflit interne armé au Pérou durant la période 1980-2000 » (2001) 2 : 62 Droit et culture 151.
- Sjoberg, Laura, « Viewing Peace through gender lenses » (2013) 27 : 2 Ethics Intl Aff 175.
- Theidon, Kimberly, « Gender in Transition: Common Sense, Women, and War » (2007) 6 : 4 J Hum Rts 453.
- Trainer, Jocelyn, « Applying a gender lense to security studies » (2021) 29 : 1 Intl aff Rev 23.
- Williams, Sarah et Jasmine Opdam, « The unrealised potential for transformative reparations for sexual and gender-based violence in Sierra Leone » (2017) 21 : 9 Intl J Hum Rts 1281.
- Zalewski, Marysia, « Feminist Standpoint Theory Meets International Relations Theory: A Feminist Version of David and Goliath » (1993) 17 : 2 Fletcher F World Aff 13.

4. THÈSE ET MÉMOIRE

- Geneau, Geneviève, « L'évolution du cadre juridique relatif à la violence sexuelle commise à l'égard des femmes en droit international pénal », Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2016, 181.
- Honda, Masumi, « Assessing the impact of gender sensitive truth commissions : Comparative analysis of South Africa and Sierra Leone » Mémoire de maitrise, Uppsala, Université d'Uppsala, 2019, 68.
- Laukka, Maija, « Women, war and peace : Feminist content analysis » Mémoire de maitrise, Tampere, University of Tampere, 2018, 62.

Nemeth, Stephen-Michael, « La guerre civile en Sierra Leone de 1991 à 2002 », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2012, 88.

Sessay, Mohamed Kanja, « La gouvernance sans État : une étude de cas sur les territoires contrôlés par le front révolutionnaire uni en Sierra Leone » Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 2013, 558.

5. DOCUMENTATION INTERNATIONALE

Affaire politiques et consolidation de la paix, *Les femmes, la paix et la sécurité*, en ligne : UNDP <<https://dppa.un.org/fr/women-peace-and-security>>.

Gyimah, Abigail, *Gender and Transitional justice in West Africa : The cases of Ghana and Sierra Leone*, African Leadership centre research report, 2009, en ligne : African Leadership Center <<https://www.africanleadershipcentre.org/attachments/article/43/ALC%20Report%20No.%204%20Gyimah.pdf>>.

Mô Bleeker, *La justice transitionnelle dans le monde francophone : État des lieux*, 2007, en ligne : CNUDHD <<http://unchrd.org/rapportjustice.pdf>>.

NUCS, *Accord de paix entre le gouvernement de la République de Sierra Leone et le Front révolutionnaire uni de Sierra Leone*, Doc NU S/1999/777, juillet 1999.

NUSG, *Women, Peace and Security : Study Submitted by the Secretary-General Pursuant to Security Council Resolution 1325 (2000)*, Doc NU S/2002/1154, juillet 2002.

Résolution sur la situation en Sietta Léone, Rés CS 1132, Doc off CS NU, 3822^e sess, 1997, S/RES/1132.

Résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur la situation en Sierra Leone, Rés CS 1181, Doc off CS NU, 3902^e sess, 1998, S/RES/1181.

Résolution sur les femmes, la paix et la sécurité, Rés CS 1325, Doc Off CS NU, 4213^e sess, 2000, Doc NU S/RES/1325.

Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 3B*, 2004, en ligne : SierraLeoneTRC <<https://www.sierraleonetr.org/index.php/view-the-final-report/download-table-of-contents>>.

Sierra Leone TRC Report, *Witness to truth: final report of the truth and reconciliation commission Vol 2*, 2004, en ligne : SierraLeoneTRC <<https://www.sierraleonetr.org/index.php/view-the-final-report/download-table-of-contents>>.

SLDHS, *Sierra Leone Multiple Indicator Cluster Survey 2017*, Survey Findings Report, 2018, en ligne : UNICEF <<https://www.unicef.org/sierraleone/media/391/file/SLMICS-Report-2017.pdf>>.